

III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

1) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS

i) Mesures douanières

1. La Direction des douanes du Bangladesh exerce ses activités sous l'égide de l'Administration nationale des impôts, l'organe directeur en matière de recettes fiscales directes et indirectes, qui dépend elle-même de la Division des ressources internes (IRD) du Ministère des finances. Le service des douanes de l'Administration nationale des impôts formule les politiques concernant le recouvrement et l'administration des droits de douane et des taxes et impositions similaires.

2. Les décideurs bangladais ont depuis longtemps pris conscience de l'importance d'une simplification des procédures tant pour les exportations que pour les importations, ce qui a conduit, au fil des ans, à l'adoption de diverses mesures de facilitation du commerce. La politique d'exportation actuelle (2009-2012) tout comme l'Arrêté sur la politique d'importation (2009-2012) mettent l'accent sur la nécessité de supprimer les obstacles au commerce international.¹ De plus, la Loi douanière définit les pouvoirs de la Direction des douanes et les responsabilités qui lui incombent dans les processus et procédures en jeu lors des diverses étapes des exportations et des importations. Par ailleurs, diverses mesures concernant les droits de douane sont proposées au Parlement par le gouvernement lors de la présentation du budget national correspondant à chaque exercice budgétaire. À ces mesures s'ajoutent des Ordonnances réglementaires (SRO), qui sont publiées de manière ponctuelle entre les présentations du budget.

a) Réforme des douanes

3. L'Administration nationale des impôts a engagé un vaste programme de restructuration organisationnelle qui vise à mettre en place un régime fiscal efficace, équitable et souple, sur le modèle des meilleures pratiques internationales en la matière.² Le programme de réforme englobe l'impôt sur le revenu, la TVA et les droits de douane, et a pour but d'examiner et de moderniser tant la politique (législation fiscale et dispositions réglementaires) que l'administration fiscale (procédures internes, conception organisationnelle, politiques des ressources humaines, services aux contribuables, etc.). La modernisation des douanes est jugée nécessaire pour atteindre les trois principaux objectifs poursuivis par l'administration douanière bangladaise: accélérer le dédouanement grâce à une automatisation des procédures, garantir la transparence du processus de dédouanement ainsi que des activités de collecte des recettes et mettre à la disposition des milieux commerciaux un maximum de facilités.

4. Le programme a pour objet d'améliorer le contenu politique et le cadre de la Loi douanière de 1969 dans le contexte de la vision nationale du Bangladesh. Cela comprend en premier lieu la pleine mise en œuvre de la Convention de Kyoto révisée, à laquelle le Bangladesh a décidé d'adhérer; les autorités soutiennent que 90% des dispositions de l'annexe générale de la Convention sont appliquées. En deuxième lieu, le Bangladesh a décidé de mettre en œuvre le Cadre de normes SAFE de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), et une équipe de diagnostic de l'OMD a présenté un rapport analytique à l'Administration nationale des impôts. En troisième lieu, l'Administration nationale des impôts envisage activement d'implanter des opérateurs économiques agréés et le système du guichet unique. Avec l'assistance de la CNUCED, elle prépare la mise en place, avant juin 2013, du logiciel SYDONIA World qui devrait permettre d'accélérer l'introduction des opérateurs

¹ Hossain et Rahman (2011).

² Administration nationale des impôts (2011).

économiques agréés et d'un système de guichet unique à part entière. En quatrième lieu, des efforts de rationalisation tarifaire sont actuellement déployés pour promouvoir les investissements, empêcher les fausses déclarations et éliminer les distorsions; à cet effet i) le même taux de droit est appliqué aux produits relevant d'une même position du SH, ii) la première liste a été simplifiée de manière à supprimer les codes SH superflus, et iii) des codes SH propres aux produits faisant l'objet d'un important volume d'échanges commerciaux ont été créés.

5. Un système de règlement alternatif des différends a été mis à disposition en avril 2011 pour activer la résolution des différends liés à des problèmes fiscaux et douaniers. Trois mécanismes de ce type sont en place et permettent de traiter les contentieux liés à l'impôt sur le revenu, aux impôts indirects locaux (y compris la TVA et le droit d'accise) et aux droits d'importation.

6. Sur le plan de la mise en œuvre, il est également envisagé, dans le cadre de la modernisation de la Loi douanière, d'améliorer les techniques de gestion des risques, de décongestionner les installations portuaires en accélérant les cadences de dédouanement, de recourir au traitement distant, centralisé, préalable à l'arrivée, du paiement des droits et du dédouanement, assorti de méthodes de sélection intelligentes permettant une vérification et une validation complètes dans les cas présentant des risques élevés. Il est proposé de rationaliser la structure tarifaire et de mettre en harmonie la législation et la pratique douanières avec les pratiques internationales. Le programme de modernisation des douanes prévoit l'intégration des techniques de l'information et de la communication (TIC) pour améliorer la conformité dans l'ensemble des points d'entrée terrestres, aériens et maritimes. Une évaluation de l'inspection avant expédition et l'élimination progressive de cette pratique sont également prévues. L'inspection avant expédition accroît le coût des activités commerciales au Bangladesh et réduit la compétitivité des entreprises nationales dès lors que les pays voisins n'imposent pas ce type de frais à leurs propres entreprises. Le remplacement de ce mécanisme signifie que les fonctionnaires des douanes devront être formés aux techniques actuelles d'évaluation.

b) Facilitation du commerce

7. La Loi douanière de 1969 a été modifiée en 2001 afin d'harmoniser les procédures douanières en conformité avec la Convention de Kyoto révisée. Le dédouanement fondé sur l'analyse des risques a été mis en place à petite échelle dans les bureaux de douane, où des circuits vert, jaune et rouge ont été instaurés à cet effet. Le passage en douane des bagages aux aéroports a notamment été simplifié et plus de 95% des passagers empruntent le circuit vert sans aucun retard ni intervention des douanes.

8. Des progrès notables en matière d'informatisation des procédures douanières ont été réalisés dernièrement. La version la plus récente du logiciel SYDONIA, SYDONIA++, a été mise en place dans les bureaux de douane de Dacca, de Chittagong, de Benapole, de Mongla et dans la zone industrielle d'exportation. Comme cela a été indiqué plus haut, l'Administration nationale des impôts prévoit de mettre à niveau le système et d'adopter la version SYDONIA World en 2013. Le système de saisie directe par le négociant a été implanté dans les bureaux de douane de Dacca et de Chittagong, mais certaines fonctions sont encore effectuées manuellement. Les autorités font remarquer que bien que les modules informatisés de déclaration d'entrée en douane et de déclaration d'exportation permettent aux importateurs et exportateurs ou à leurs agents en douane autorisés de profiter des avantages du dépôt en ligne des déclarations en douane, la présentation matérielle d'autres documents est nécessaire pour qu'ils puissent effectuer une comparaison visuelle de la déclaration avec les données du manifeste d'importation.

9. Plus de 90% du commerce du pays transitent par Chittagong, principal port maritime du Bangladesh. La productivité du port est faible du fait, entre autres choses, du recours aux opérations

manuelles et des retards enregistrés dans le chargement et le déchargement des navires pour différentes raisons.³ La mise en service du système de gestion de conteneurs par l'Administration portuaire de Chittagong a toutefois facilité l'automatisation des opérations d'importation. Les Bureaux de douane de Chittagong ont été automatisés en 2008, en coopération avec la Chambre de commerce de Chittagong et l'Association des courtiers en douane, afin de permettre aux usagers des Bureaux de douane d'utiliser les services d'accès en ligne. La continuité et les avantages attendus de l'automatisation sont cependant incertains dès lors que le système n'est pas encore pleinement opérationnel.

10. En 2009, les Douanes ont installé quatre scanneurs de conteneurs pour détecter les cargaisons de marchandises de contrebande ou illégales et les armes, dans le but de garantir la sécurité tout en facilitant le commerce légitime. Selon les autorités, le temps de rotation au port de Chittagong s'est amélioré grâce à diverses mesures y compris la privatisation des opérations de manutention portuaire, l'introduction d'équipements de manutention modernes et de systèmes de gestion de conteneurs. Le temps de rotation des porte-conteneurs dans le port de Chittagong est à présent inférieur à trois jours, ce qui se compare avantageusement avec celui d'autres ports efficaces de pays voisins.

11. Pour 40% des déclarations d'entrée en douane du port de Chittagong, le dédouanement a lieu dans un laps de deux jours ouvrés ou moins. Le nombre de déclarations pour lesquelles le délai est de sept jours ou plus est passé de 26% à 21%. L'objectif est que toutes les déclarations d'entrée aboutissent à un dédouanement dans un délai inférieur à deux jours, exception faite des marchandises qui doivent faire l'objet d'une inspection complète à des fins douanières. Un système de sélection, également mis en œuvre dans le port de Chittagong, consiste à sélectionner les expéditions en fonction de certains critères de risques prédéfinis, puis à les traiter en leur faisant emprunter le circuit approprié. Les catégories sont les suivantes: importations relevant du "circuit vert", dédouanées après des vérifications documentaires minimales et sans inspection matérielle, importations empruntant le "circuit jaune", qui font l'objet d'une vérification documentaire complète, et importations devant suivre le "circuit rouge", qui représentent 10% à 12% du total et font l'objet d'une vérification documentaire ainsi que d'une inspection matérielle complètes. Un système de postvérification est également en cours d'élaboration; il aura pour but de vérifier la fiabilité des procédures de dédouanement relevant du circuit vert et du circuit jaune. Le gouvernement prévoit d'étendre le système aux importations et aux exportations et de le mettre en œuvre dans d'autres bureaux de douane.

12. La plupart des notifications douanières sont publiées au Journal officiel (*National Gazette*) et dans les Ordonnances réglementaires (SRO), en conformité avec l'article X du GATT. Le gouvernement consulte le secteur privé et examine ses propositions, en particulier avant l'élaboration du budget annuel.

13. En l'absence d'installations d'essais dans les bureaux de douane, les échantillons de produits alimentaires et de produits chimiques doivent être envoyés à l'Institut de normalisation et d'essais du Bangladesh (BSTI).⁴ Toutefois, le BSTI ne possède pas encore les équipements scientifiques suffisants pour analyser les échantillons, et les essais doivent souvent être réalisés par les universités publiques ou par le Conseil de recherche scientifique du Bangladesh. La modernisation des installations d'essais existantes, y compris la mise en place de nouvelles installations dans les

³ Uzzaman et Yusuf (2011), pages 29 à 42.

⁴ Aux termes de l'Arrêté sur la politique d'importation 2009-2012, toutes les denrées alimentaires doivent être accompagnées d'un certificat relatif aux niveaux de radioactivité établi par l'autorité compétente du pays exportateur. L'Arrêté exige en outre que des essais soient pratiqués sur les denrées alimentaires par le Conseil de recherche scientifique du Bangladesh (voir la section 15 du chapitre 4 de l'Arrêté 2009-2012).

principaux bureaux de douane pour vérifier les caractéristiques matérielles et chimiques des cargaisons importées, faciliterait la détection des déclarations falsifiées et limiterait les éventuelles pertes de recettes.

c) Procédures d'importation

14. Au cours des dix dernières années, des mesures ont été prises pour simplifier les procédures d'importation et d'exportation en réduisant le nombre de signatures nécessaires au dédouanement des envois et la fréquence des inspections des marchandises échangées.

15. Alors qu'il fallait 25 signatures pour le dédouanement des importations et des exportations en 1999, il n'en fallait plus que cinq en 2002, et les autorités douanières tentent actuellement de réduire davantage la durée des procédures et le délai avant la mainlevée, grâce à l'automatisation. Depuis 2002, les fonctionnaires des douanes inspectent uniquement 10% des importations, contre 100% auparavant. En conséquence de la mise en place de l'automatisation, le délai de traitement moyen nécessaire au dédouanement des marchandises a été ramené à un jour pour environ 70% des importations et à trois ou quatre heures au maximum pour les exportations. Il convient de noter qu'à l'exception d'un nombre très réduit d'entrepreneurs, la quasi-totalité des exportateurs et des importateurs utilisent les services d'agents en douane pour le dédouanement.

16. Les documents généralement exigés au Bangladesh pour les importations comprennent: le connaissance, l'ordre de dédouanement, le certificat d'origine, la facture commerciale, la déclaration d'importation douanière, la liste de colisage. Le processus d'importation est majoritairement automatisé dans les quatre principaux bureaux de douane du pays, où sont traitées 90% des importations, et reste en partie manuel dans les autres. Une fois que le manifeste général a été présenté en ligne par l'agent maritime, l'agent en douane désigné remplit la déclaration d'entrée en douane dans ses propres locaux. La plupart des agents en douane utilisent les services automatisés pour les opérations de dédouanement. Les documents nécessaires, tels que le connaissance, la facture commerciale, la liste de colisage, etc. sont ensuite présentés au bureau de douane afin de faciliter l'évaluation de la déclaration. Entre-temps, le conteneur a été déchargé du navire et acheminé vers l'entrepôt en douane. Si l'évaluation (y compris l'inspection le cas échéant) est satisfaisante, les droits sont payés et le conteneur (ou les marchandises qu'il contient) peut être transféré de la zone portuaire aux installations de l'importateur.

17. Auparavant, le règlement d'éventuels différends concernant la classification, l'évaluation ou le régime d'importation pouvait prendre des mois, et les niveaux administratifs intervenant dans la décision, ainsi que la fréquence des inspections matérielles et le système manuel contribuaient au retard. L'adoption de l'inspection avant expédition a amélioré la situation dans une certaine mesure, et la Direction des douanes a fait l'objet d'importantes transformations pendant la période considérée. La Loi douanière a été modifiée afin de réduire les pouvoirs discrétionnaires des fonctionnaires; par ailleurs, la rationalisation des droits de douane et la simplification des codes SH au niveau des positions à huit chiffres ont aidé à réduire le nombre de déclarations erronées. Dans les postes de douane, des comités d'évaluation tentent de résoudre rapidement les différends relatifs à la classification. La mise en place d'un système de règlement alternatif des différends est également prometteuse.

ii) Inspection avant expédition

18. L'introduction au Bangladesh du système d'inspection avant expédition a réduit les difficultés rencontrées par les importateurs au moment du dédouanement. L'inspection avant expédition permet

de vérifier les prix unitaires, d'examiner et d'indiquer la quantité et la qualité des exportations avant leur envoi vers le pays importateur. Au regard de la facilitation des échanges commerciaux, l'inspection avant expédition peut conduire à améliorer l'efficacité des administrations en contrôlant la surfacturation – ou la sous-facturation – des importations, la classification abusive des importations, le défaut de recouvrement des taxes à l'importation, les détournements de fonds et la conformité avec les règlements nationaux. L'une des règles régissant l'inspection avant expédition au Bangladesh limite l'examen matériel des cargaisons à 5% de l'ensemble des expéditions, le reste faisant l'objet uniquement de vérifications documentaires. L'introduction de ce mécanisme a également permis de réduire les retards aux postes de douane. L'inspection matérielle des cargaisons est passée de 100% en 1999 à environ 10% actuellement, ce qui a notablement aidé les importateurs.

19. Les inspections avant expédition prises en compte par les services douaniers bangladais sont réalisées par quatre sociétés: le Bureau Veritas, l'Intertek Testing, la Société Générale de Surveillance S.A. (SGS) et l'Overseas Merchandise Inspection Company (OMIC), qui exercent leurs activités dans différents pays d'origine. Le programme d'inspection avant expédition permet de vérifier la description, la quantité, le classement et l'évaluation des marchandises exportées vers le Bangladesh et d'établir un accusé de bien-trouvé. Ce programme est censé améliorer le recouvrement des recettes, garantir l'exactitude des déclarations⁵ et réduire le délai de dédouanement des cargaisons de un à deux jours en moyenne. Il est cependant controversé et des milliers de différends concernant la classification et l'évaluation des importations sont en instance dans les tribunaux.

20. Bien que l'inspection avant expédition soit souvent nécessaire pour apporter une certaine assurance concernant la qualité et la quantité des marchandises expédiées, et puisse favoriser ainsi le commerce international, elle représente un coût supplémentaire des échanges commerciaux. Selon les autorités, le coût de l'inspection avant expédition est d'environ 1% de la valeur de l'importation des marchandises, et une élimination progressive de ce mécanisme a débuté. Dès le milieu de l'année 2010, l'Administration nationale des impôts a décidé d'exonérer de l'inspection avant expédition un nombre important de catégories de produits (telles que les marchandises soumises à des taux de droits nuls, les marchandises soumises à des droits spécifiques et les marchandises soumises à un droit de 5%). L'approche vise à encourager progressivement les fonctionnaires des douanes à prendre plus de responsabilités avant la suppression complète du système d'inspection avant expédition, prévue pour le 31 décembre 2012, une fois que les contrats souscrits avec les sociétés chargées des inspections auront expiré.

iii) Évaluation en douane

21. Le Bangladesh a adopté l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane en février 2000, comme cela était prévu⁶, et l'article 25 de la Loi douanière de 1969 a été modifié pour tenir compte de cette évolution.⁷ Depuis lors, le régime de valeurs tarifaires (c'est-à-dire les prix minimaux à l'importation) a été pratiquement éliminé.⁸ Les règles applicables à l'évaluation en douane entrent en

⁵ *Financial Express*, "Review of pre-shipment inspection in Bangladesh", 18 novembre 2007. Adresse consultée: http://www.thefinancialexpress-bd.com/more.php?news_id=17515.

⁶ En mai 1995, le Bangladesh a notifié à l'OMC sa décision de retarder l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

⁷ Notification n° 57-Loi/2000/1821/Douanes, 23 février 2000.

⁸ Avec l'ancien régime d'évaluation, l'article 25 7) de la Loi permettait aux pouvoirs publics de fixer des valeurs tarifaires aux fins de perception des droits de douane pour un certain nombre de produits importés; dès lors qu'il existait une valeur en douane, celle-ci remplaçait le prix facturé inférieur. À l'époque de l'examen précédent, en 2000, le barème des valeurs tarifaires comportait 977 lignes tarifaires au niveau des positions à huit chiffres du SH, soit 15% du total des lignes.

jeu lors de l'évaluation de toutes les importations, que l'envoi concerné soit assujéti à l'inspection avant expédition ou non. L'Accord est appliqué à toutes les expéditions, indépendamment de toute inspection avant expédition. Une fois qu'il aura été mis fin au programme d'inspection avant expédition, l'évaluation sera fondée sur la valeur transactionnelle.

22. Dans la plupart des cas, l'évaluation en douane est menée à bien par les agents d'évaluation (Évaluateur principal/Surintendant/Agent des recettes). En cas de différend relatif à des problèmes d'évaluation ou de déclaration, le dossier peut être examiné à un niveau plus élevé.

iv) Droits de douane et autres impositions

a) Aspects relatifs aux recettes

23. Les recettes provenant des prélèvements fiscaux sur le commerce extérieur, encore importantes au Bangladesh, continueront à décroître. Cette tendance se poursuivra au fur et à mesure que les échanges se libéraliseront, y compris au moyen d'accords régionaux et bilatéraux. Toutefois, bien que les recettes publiques dépendent de moins en moins des taxes liées au commerce, celles-ci représentent encore environ 35% du total (tableau III.1). La part des droits d'importation dans l'ensemble des prélèvements fiscaux sur le commerce extérieur est tombée de 21,6% à 14,6% pendant la période considérée, en réponse à la libéralisation des échanges et à la baisse conséquente des droits. Selon les dernières données publiées par l'Administration nationale des impôts à l'occasion de l'exercice budgétaire 2010-2011, la répartition des différentes taxes sur le commerce extérieur par rapport aux recettes douanières a été la suivante: droits de douane 41%, TVA sur les importations 44%, et droits d'importation supplémentaires 15%.

Tableau III.1

Structure des recettes provenant des prélèvements fiscaux sur le commerce extérieur, de 2005/06 à 2010/11

(en milliards de Tk et %)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11 ^a
Recettes fiscales (milliards de Tk)	361,8	392,5	480,1	555,3	639,5	760,5
en % du PIB	8,7	8,3	8,8	9,0	9,2	9,7
	(% des recettes fiscales totales)					
Prélèvements fiscaux sur le commerce extérieur	42,2	39,9	41,3	37,6	35,8	35,4
TVA sur les importations	16,3	16,1	17,7	16,5	16,1	15,7
Droit d'importation	21,6	20,8	20,0	16,8	14,9	14,6
Droit supplémentaire sur les importations	4,3	3,0	3,7	4,2	4,8	5,1

a Estimations.

Source: Autorités bangladaises; Banque centrale du Bangladesh (divers numéros), Rapport annuel. Adresse consultée: <http://www.bangladesh-bank.org>.

24. Pour relever les défis posés par la diminution des recettes causée par la libéralisation des échanges, les pouvoirs publics ont apporté des améliorations au recouvrement des impôts intérieurs, en particulier la TVA et l'impôt sur le revenu. En conséquence, la part de l'impôt sur le revenu et de la TVA dans les recettes totales perçues par l'Administration nationale des impôts est passée de 40,1% pendant l'exercice budgétaire 2005-2006 à 51,2% pendant l'exercice 2010-2011. En outre, l'Administration met actuellement en place plusieurs projets: création d'une base d'évaluation efficace, susceptible de servir de guide pour juger de l'exactitude des déclarations d'évaluation; établissement d'un système adéquat de gestion des risques afin de limiter les pertes de recettes;

conception d'un système de contrôle après dédouanement efficace, et lutte contre les retards dans le règlement des affaires judiciaires.

b) Aperçu des impositions à la frontière

25. Des progrès considérables ont été réalisés en matière de libéralisation du commerce et des changes au cours des 20 dernières années. Les mesures de réforme comprennent la diminution et la rationalisation des droits de douane, l'élimination des restrictions quantitatives liées au commerce et la suppression de la nécessité des licences d'importation. Dans le cadre de la Zone de libre-échange de l'Asie du Sud (ZLESA), le Bangladesh a pris des engagements en vue de ramener les droits sur les produits (autres que ceux figurant sur la liste des produits sensibles) à un niveau de zéro à 5% avant 2016, et de faire passer la liste des produits sensibles de 1 234 à 993 lignes du SH le 1^{er} janvier 2012.

26. Toutefois, comme l'a souligné la Banque mondiale, on peut estimer que la protection globale à la frontière est supérieure aux droits NPF.⁹ Outre les droits de douane, l'utilisation de prélèvements non totalement transparents a augmenté au cours des dernières années: leur valeur moyenne est passée de 3,2% pour l'exercice budgétaire 1996 à 12,9% pour l'exercice 2012, soit un niveau comparable aux droits NPF. L'augmentation a été de six points de pourcentage depuis l'exercice 2009. De ce fait, le taux nominal de protection¹⁰ du Bangladesh, qui dépasse 26% en 2012, contre 20% en 2009, pourrait bien compter parmi les plus élevés au monde, selon la Banque mondiale, ce qui fait obstacle à l'émergence de nouvelles exportations et au développement des activités exportatrices vers les zones non enclavées. La base d'exportation est dominée par le secteur de la confection qui représente 75% des exportations de marchandises et pour lequel les facteurs défavorables aux exportations semblent moins importants.

c) Structure tarifaire

27. Bien que les droits NPF aient fortement baissé, tombant de 70,6% pendant l'exercice 1992 à 28,7% en 1996, puis à 14,9% en 2012, ils restent parmi les plus élevés de la région. À quelques exceptions près, les droits de douane sont *ad valorem* et perçus sur la valeur c.a.f. des importations. La classification des droits est fondée sur la nomenclature du SH de 2007. En 2012, cette classification compte 6 106 lignes tarifaires correspondant aux positions à huit chiffres du SH (contre 6 637 en 2006). Selon les autorités, la structure tarifaire à quatre niveaux n'a pas été modifiée. Les droits de douane sur les matières premières de base, les biens d'équipement et pièces détachées, les produits intermédiaires et les produits finis sont de 5%, 3%, 12% et 25%, respectivement. Le taux de 0% sur des produits de base comme le riz, le blé, les oignons, les légumineuses, les huiles alimentaires, les graines, les engrais, les médicaments et le coton n'a pas été modifié.

28. Le droit NPF appliqué moyen a légèrement diminué, tombant de 15,5% lors du dernier examen à 14,9% actuellement (tableau III.2). Le taux moyen appliqué aux produits agricoles reste plus élevé que celui des importations de produits industriels. La progressivité des droits, qui constitue un objectif de la politique industrielle, reste prononcée et inchangée pendant la période considérée. La dispersion de la protection tarifaire nominale a augmenté depuis le dernier examen et les crêtes tarifaires internationales concernent encore plus de 42% de l'ensemble des lignes tarifaires.

⁹ Voir Banque mondiale (2011) et (2012b).

¹⁰ Taux nominal de protection = somme non linéaire des droits: moyenne non pondérée des droits de douane + moyenne non pondérée des prélèvements paratarifaires (droit régulateur, droit supplémentaire et TVA) selon les calculs de la Banque mondiale.

Tableau III.2
Structure tarifaire, 2005/06 et 2011/12

	Taux NPF appliqué		ZLESA
	2005/06	2011/12	2011/12
Lignes tarifaires consolidées (% du total des lignes tarifaires)	17,4	17,8	
Taux moyen simple	15,5	14,9	11,7
Produits agricoles (SH01-24)	19,6	19,4	14,1
Produits industriels (SH25-97)	14,7	13,9	11,2
Produits agricoles (définition OMC)	18,0	17,8	13,1
Produits non agricoles (définition OMC)	15,1	14,3	11,5
CITI 1 – Agriculture, chasse et pêche	17,1	16,9	12,4
CITI 2 – Activités extractives	9,8	10,4	6,0
CITI 3 – Activités de fabrication	15,5	14,8	11,7
Activités de fabrication à l'exclusion des produits alimentaires	14,8	14,0	11,3
Premier stade de transformation	14,9	15,0	10,6
Demi-produits	14,4	13,4	10,7
Produits finis	16,3	15,6	12,6
"Crêtes" tarifaires nationales (% du total des lignes tarifaires) ^a	0,0	0,0	0,0
"Crêtes" tarifaires internationales (% du total des lignes tarifaires) ^b	42,1	42,6	41,9
Écart-type global des taux de droits	8,8	9,3	8,3
Coefficient de variation des taux de droits	0,6	0,6	0,7
Contingents tarifaires (% du total des lignes tarifaires)	0,0	0,0	0,0
Lignes tarifaires bénéficiant de la franchise (% du total des lignes tarifaires)	7,5	4,3	7,7
Droits non <i>ad valorem</i> (% du total des lignes tarifaires)	0,1	0,3	0,1
Droits de nuisance appliqués (% du total des lignes tarifaires) ^c	0,0	0,0	0,0
Nombre de lignes	6 637	6 106	6 106
<i>Ad valorem</i>	6 631	6 086	6 102
% du total des lignes tarifaires	99,9	99,7	99,9
Lignes bénéficiant de la franchise	495	260	469
Taux non <i>ad valorem</i>	6	20	4
Taux spécifique	6	20	4
Taux composite	0	0	0
Taux mixte	0	0	0
Pour mémoire:			
Produits agricoles (définition OMC)	18,0	17,8	13,1
Animaux vivants et leurs produits	22,3	22,2	14,5
Produits laitiers	25,0	23,5	20,7
Fruits, légumes et plantes	20,6	20,2	14,7
Café et thé	22,0	21,8	16,3
Céréales et préparations	14,1	13,2	10,3
Graines oléagineuses, matières grasses et leurs produits	10,3	10,0	7,2
Sucres et sucreries	25,0	19,4	16,4
Boissons, spiritueux et tabac	25,0	25,0	22,8
Coton	4,0	3,3	1,9
Autres produits agricoles, n.c.a.	12,5	12,6	9,0

	Taux NPF appliqué		ZLESA
	2005/06	2011/12	2011/12
Produits non agricoles (définition OMC)	15,1	14,3	11,5
Poissons et produits de la pêche	23,5	23,4	16,0
Minéraux et métaux	14,0	13,7	10,2
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	12,2	11,2	8,7
Bois, pâte, papiers et meubles	16,6	15,7	13,0
Textiles	20,4	19,7	16,8
Vêtements	24,0	24,5	19,6
Cuirs, caoutchouc, chaussures, articles de voyage	14,9	14,8	10,7
Machines non électriques	8,7	6,7	5,4
Machines électriques	14,7	13,6	11,5
Équipement de transport	16,3	16,7	16,0
Produits non agricoles, n.c.a.	14,6	13,2	10,6
Pétrole	16,7	16,0	15,4

- a Les crêtes tarifaires nationales sont définies comme étant les taux supérieurs à trois fois la moyenne simple globale des taux appliqués.
- b Les crêtes tarifaires internationales sont définies comme étant les taux supérieurs à 15%.
- c Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro, mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Le tarif douanier de 2005-2006 est fondé sur la nomenclature du SH02 et le tarif douanier de 2011-2012 sur la nomenclature du SH07. Les calculs des moyennes tarifaires et des crêtes nationales et internationales ne tiennent pas compte des taux spécifiques.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après des données reçues des autorités bangladaises.

29. La portée limitée des consolidations tarifaires (17,8% des lignes tarifaires) et l'écart allant jusqu'à 157 points de pourcentage entre les taux NPF moyens consolidés et ceux qui sont appliqués confèrent toujours au régime douanier un degré marqué d'imprévisibilité et donnent aux autorités une marge de manœuvre considérable pour majorer les droits appliqués tout en restant dans le cadre des consolidations (tableau III.2). La différence entre les taux appliqués et les taux consolidés moyens reste beaucoup plus élevée pour les produits agricoles que pour les produits industriels. Alors que 100% des lignes tarifaires agricoles (définition de l'OMC) sont consolidées, seulement 2,7% des lignes tarifaires industrielles le sont (tableau III.3). Les lignes tarifaires consolidées concernant des produits non agricoles ont été consolidées à des taux différents allant de zéro à 200%, avec une forte concentration à 20%, 30% et 40%.

Tableau III.3
Récapitulatif des droits, 2011/12

	Taux NPF appliqué ^a		Taux consolidé final			Incidence fiscale totale ^b	
	Moyenne	Fourchette	Moyenne	Fourchette	% consolidé	Moyenne	Fourchette
Moyenne globale	14,9	0-25	172,4	0-200	17,8	54,5	0-830,1
SH01-24	19,4	0-25	191,0	15-200	79,9	54,8	0-598,8
SH25-97	13,9	0-25	92,7	0-200	4,1	54,5	0-830,1
Produits agricoles (définition OMC)	13,1	0-25	192,3	15-200	100,0	54,6	0-598,8
Animaux vivants et leurs produits	14,5	0-25	196,5	50-200	100,0	42,4	0-59,2
Produits laitiers	20,7	5-25	167,3	30-200	100,0	61,2	29,5-90
Fruits, légumes et plantes	14,7	0-25	191,8	30-200	100,0	44	0-90
Café et thé	16,3	12-25	187,5	50-200	100,0	69,3	37,8-151,7
Céréales et préparations	10,3	0-25	194,1	50-200	100,0	56,8	0-598,8

	Taux NPF appliqué ^a		Taux consolidé final			Incidence fiscale totale ^b	
	Moyenne	Fourchette	Moyenne	Fourchette	% consolidé	Moyenne	Fourchette
Graines oléagineuses, matières grasses et leurs produits	7,2	0-25	194,6	50-200	100,0	30,8	0-105,4
Sucres et sucreries	16,4	0-25	191,7	50-200	100,0	62,2	3,6-151,7
Boissons, spiritueux et tabac	22,8	25-25	200,0	200	100,0	285,1	59,2-598,8
Coton	1,9	0-5	200,0	200	100,0	20,3	0-29,5
Autres produits agricoles, n.c.a.	9,0	0-25	189,3	15-200	100,0	30,6	0-90
Produits non agricoles (définition OMC)	11,5	0-25	38,8	0-200	2,7	54,5	0-830,1
Poissons et produits de la pêche	16,0	0-25	45,0	30-50	1,8	47,7	0-90
Minéraux et métaux	10,2	0-25	39,5	0-50	1,1	45,4	0-151,7
Produits chimiques et fournitures pour la photographie	8,7	0-25	53,7	5-200	3,3	40,5	3,6-151,7
Bois, pâte, papiers et meubles	13,0	0-25	38,9	15-50	3,2	51,4	3,6-151,7
Textiles	16,8	3-25	37,5	10-50	0,7	75,3	6,7-151,7
Vêtements	19,6	12-25	s.o.	s.o.	0,0	123,5	37,8-151,7
Cuirs, caoutchouc, chaussures, articles de voyage	10,7	0-25	3,0	3	0,6	51,4	8,6-128,6
Machines non électriques	5,4	0-25	46,4	3-125	5,0	33,4	3,6-151,7
Machines électriques	11,5	0-25	44,1	3-50	2,7	43,2	5-151,7
Équipement de transport	16,0	0-25	20,1	3-50	3,7	107,2	3,6-830,1
Produits non agricoles, n.c.a.	10,6	0-25	21,7	15-50	6,7	47,2	3,6-213,4
Pétrole	15,4	5-25	s.o.	s.o.	0,0	49,1	24,5-90

s.o. Sans objet.

a Fondés sur les droits de douane uniquement.

b L'incidence fiscale totale comprend les droits de douane, les droits supplémentaires, la TVA, l'impôt anticipé sur le revenu, les droits régulateurs et la TVA anticipée sur le commerce.

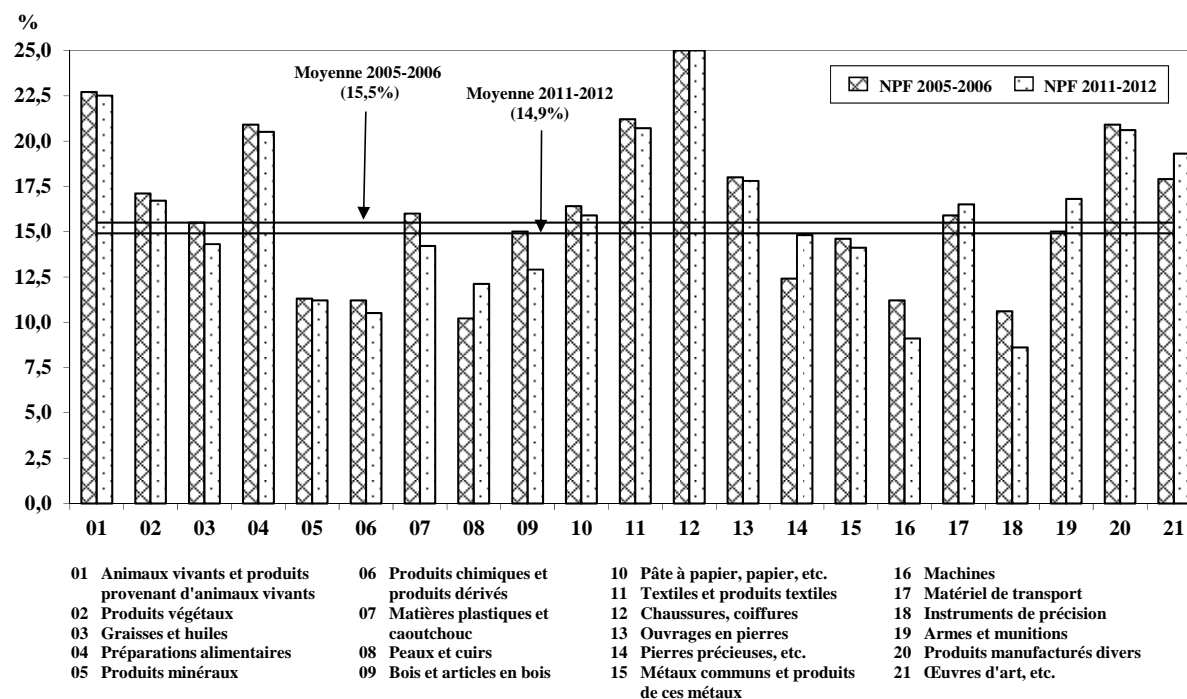
Note: Les calculs ne tiennent pas compte des taux spécifiques. Les calculs relatifs aux consolidations sont fondés sur la liste tarifaire 2011-2012.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après des données reçues des autorités bangladaises.

30. Le niveau moyen des droits applicables aux animaux vivants et à leurs produits, aux textiles, aux vêtements et chaussures et aux ouvrages en pierres dépasse encore de beaucoup le taux moyen de droits NPF appliqués, tandis que les taux applicables aux produits minéraux, aux produits chimiques et produits dérivés, aux peaux et cuirs, aux machines et aux instruments de précision demeurent relativement faibles (graphique III.1)

Graphique III.1

Taux moyens de droits NPF appliqués par section du SH, 2005/06 et 2011/12



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après des données communiquées par les autorités du Bangladesh.

31. La politique industrielle de 2005 avait fixé des objectifs explicites en matière de progressivité des droits, indiquant que la structure des droits sur les matières premières importées, les produits intermédiaires et les produits manufacturés serait basée sur une progressivité graduelle des taux. Ainsi, en 2011-2012, le taux moyen NPF appliqué aux produits primaires était de 15%, contre 13,4% pour les produits semi-finis et 15,6% pour les produits finis, ce qui est très voisin de la situation enregistrée lors du dernier examen. La progressivité des droits reste particulièrement marquée dans les secteurs des textiles et du cuir, du bois et des meubles en bois, des produits chimiques et de l'industrie métallurgique de base; les droits moyens imposés sur les produits finis dans ces branches de production sont au moins deux fois plus élevés que ceux qui frappent les matières premières.

Concessions tarifaires

32. Les avantages tarifaires et les exemptions générales aux taux de droits NPF appliqués sont accordés conformément à l'article 19 de la Loi douanière au cas par cas, et font l'objet d'une notification dans le Journal officiel. Le Bangladesh semble avoir une vingtaine de catégories de préférences dont les taux vont de zéro à 15%, selon certaines modalités et conditions. Il existe trois types d'avantages tarifaires: ceux qui concernent les importations de biens d'équipement et de pièces détachées par les consommateurs industriels agréés, notamment les branches de production à vocation exportatrice; ceux qui visent les exportateurs; et ceux qui sont accordés pour des utilisations ou des utilisateurs spécifiques (dispositions selon l'utilisation finale), comme l'industrie laitière, l'aviculture, l'industrie pharmaceutique, les industries du cuir et du textile. L'Administration nationale des impôts prévoit des exonérations particulières sur les produits suivants: biens d'équipement; matières premières des médicaments; médicaments et aliments pour volailles; machines destinées à l'aviculture; matériel de défense; produits chimiques pour l'industrie du cuir et articles de cuir; groupes électrogènes à usage privé; matières premières et machines pour l'industrie textile; matériel

de production d'énergie solaire; biens de première nécessité; articles pour mal voyants et personnes physiquement handicapées; importations effectuées par les ambassades et l'ONU.

33. Du côté des exportations, outre les exemptions tarifaires dont bénéficient, pour leurs importations de biens d'équipement et de pièces détachées¹¹, les branches de production entièrement tournées vers l'exportation, des avantages sont accordés aux producteurs bangladais dont l'activité repose généralement sur les importations, dans le but de faciliter leurs exportations. Ces avantages consistent en ristournes de droits et régime d'entrepôts en douane spéciaux, grâce auxquels les droits de douane acquittés sur les importations d'intrants utilisés dans la fabrication de produits finis sont remboursés ou exonérés. Des exemptions de droits de douane sont également accordées sur les importations destinées aux zones industrielles d'exportation.

Droits spécifiques

34. Toutes les lignes tarifaires à huit chiffres du SH sauf 20 (contre six lors de l'examen précédent) sont soumises à des taux *ad valorem*. Les autorités indiquent que les droits spécifiques sont utilisés, entre autres choses, pour lutter contre la tendance à la sous-facturation et réduire les litiges entre négociants et autorités douanières découlant de ce type de pratiques. Cela permet aussi aux importateurs de prévoir le montant des droits en termes absolus, ce qui, d'après les autorités, est souhaitable pour le commerce et l'industrie, notamment quand les prix montent sur les marchés internationaux. Un droit spécifique est imposé sur certains produits essentiels pour diminuer la charge fiscale pesant sur ces produits, ou pour réduire au maximum l'impact des droits de douane sur le prix du marché intérieur en cas de fluctuation des cours. Les produits suivants font l'objet de droits spécifiques: les ciments non pulvérisés dits "clinkers"; le bitume de pétrole; les bateaux et autres engins flottants à dépecer; les déchets et les débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); le fer et les aciers non alliés en lingots; les demi-produits en fer ou en aciers non alliés; et l'or à usage non monétaire.

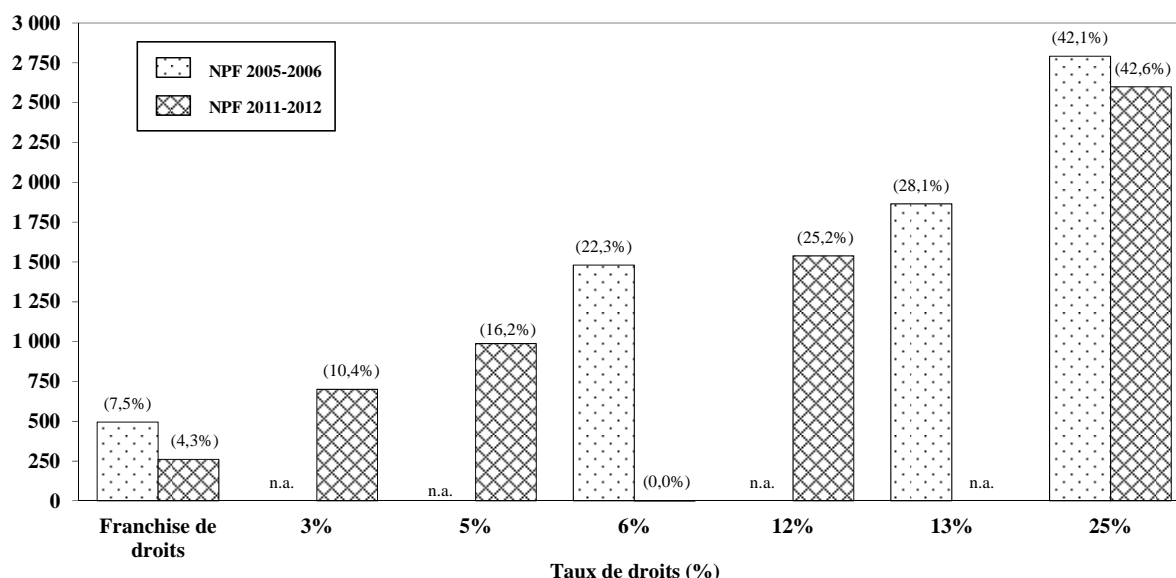
Préférences tarifaires

35. Le Bangladesh accorde des préférences tarifaires dans le cadre de l'Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) (anciennement dénommé Accord de Bangkok), de l'Arrangement commercial préférentiel de l'Asie du Sud (ACPSA), de la Zone de libre-échange de l'Asie du Sud (ZLESA) (depuis 2006) et du Système global de préférences commerciales. Les autorités font remarquer qu'elles ne disposent d'aucune donnée relative à la part des importations faisant l'objet de préférences tarifaires. Le nombre de produits visés et les marges préférentielles varient d'un accord à l'autre. Dans le cadre de la ZLESA, le Bangladesh a réduit ses droits de douane d'environ 50% par rapport au taux appliqué en janvier 2006, le taux moyen appliqué dans la ZLESA étant actuellement de 11,7%, contre un taux NPF moyen appliqué de 14,9% (graphique III.2). Les lignes tarifaires assujetties aux taux moyens indiqués ci-dessus comprennent: les préparations alimentaires, les matières textiles et les ouvrages en ces matières, les chaussures, le matériel de transport et les produits manufacturés divers.

¹¹ Depuis 2007, les industries exportatrices sont tenues de payer un droit de 1% sur les biens d'équipement et les pièces détachées de ces biens d'équipement, qui étaient complètement exonérés de droits auparavant.

Graphique III.2
Répartition des taux de droits NPF, 2005/06 et 2011/12

Nombre de lignes tarifaires



n.a. Non applicable.

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part dans le total des lignes. Les totaux sont inférieurs à 100% parce que aucun taux de droit n'a été fourni pour 0,1% et 0,6% des lignes tarifaires correspondant aux périodes 2005-2006 et 2011-2012, respectivement (lignes tarifaires pour lesquelles des taux de droits spécifiques ont été définis).

Source:

Règles d'origine

36. Lorsque les règles d'origine ne sont pas précisées dans les accords commerciaux régionaux auxquels le Bangladesh est partie, le pays applique les Règles d'origine générales. Actuellement, des règles d'origine sont prévues par l'ACPSA, la ZLESA et l'APTA et ne sont donc pas applicables aux importations effectuées dans le cadre de ces accords. Dans le cadre des règles d'origine générales, la règle veut que la valeur ajoutée locale minimum soit de 50% de la valeur f.a.b.

v) Autres impositions visant les importations

37. Des impositions additionnelles sont appliquées, prenant la forme d'un impôt anticipé sur le revenu et d'impôts internes en partie discriminatoires, y compris des droits supplémentaires et des droits régulateurs (tableau III.4). Comme cela a été relevé plus haut, le recours à d'autres impositions alourdit la protection globale qui, selon les estimations de la Banque mondiale, est environ deux fois plus élevée que les droits NPF. Cette tendance s'est accentuée au cours des dernières années. De même, dans un rapport rendu en 2010, une équipe spéciale de l'Administration nationale des impôts sur la rationalisation des droits de douane est arrivée à la conclusion que la moyenne des droits de douane avait légèrement diminué pendant la période considérée, mais que d'autres prélèvements, en particulier des droits supplémentaires, influaient beaucoup sur la protection. Selon le rapport, les éléments défavorables aux exportations dans la structure tarifaire restent élevés, et le régime tarifaire nuit au programme de diversification des exportations.

Tableau III.4
Taxes et autres droits à l'importation, 2005/06 et 2010/11

	2005/06		2010/11	
	Taux <i>ad valorem</i> (%)	Couverture (% des lignes tarifaires)	Taux <i>ad valorem</i> (%)	Couverture (% des lignes tarifaires)
Droits de douane	0-25,0	99,9	0-25,0	99,7
Autres impositions				
Surtaxe pour le développement des infrastructures	4,0	96,2
Impôt anticipé sur le revenu	3,0	100,0	5,0	95,1
Taxe sur la valeur ajoutée	15,0	88,3	15,0	87,1
TVA anticipée sur le commerce	1,5	92,3	3,0	91,7
Droit supplémentaire	20,0-350,0	15,8	20,0-500,0	17,8
Droit régulateur	12,0	1 ligne tarifaire	5,0	42,4

.. Non disponible.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après des renseignements communiqués par les autorités bangladaises.

38. Pendant la période considérée, le gouvernement a continué de recourir aux impositions additionnelles à des fins de protection et pour accroître les recettes, ce qui a partiellement annulé les réductions des droits de douane. Ces impositions, qui portent sur environ 17% des lignes tarifaires, représenteraient 45% de la protection nominale totale. La surtaxe pour le développement des infrastructures a été supprimée en 2007. Les principaux prélèvements sont les suivants:

TVA

39. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et TVA anticipée sur le commerce: la TVA est perçue au taux unique de 15% sur tous les produits aussi bien importés que de fabrication locale. Dans le cas des importations, l'évaluation est basée sur la valeur c.a.f. plus le droit à l'importation et, dans certains cas, le droit supplémentaire. Le taux appliqué sur les exportations est nul; la TVA payée sur les importations utilisées dans la fabrication des exportations est remboursée. L'administration fiscale ne disposant pas des capacités nécessaires pour percevoir la TVA au moment de la vente au détail d'articles importés, celle-ci est perçue au stade de l'importation.

Droit supplémentaire

40. L'usage généralisé des droits supplémentaires, qui se sont transformés en instruments essentiels de la politique commerciale, est source de préoccupation. Pour l'exercice budgétaire 2012-2013, 1 267 lignes tarifaires sont assujetties à des droits supplémentaires, contre 1 110 en 2010 et 356 en 2003 (tableau III.5). Conformément à la Loi de 1991 sur la TVA, les droits supplémentaires visent à décourager les importations de produits de luxe et la fourniture de biens et de services considérées comme indésirables pour des raisons sociales, morales, religieuses ou sanitaires.

Tableau III.5
Droits supplémentaires par groupes de produits, 2009/10 et 2012/13

Description des produits	2009/10		2012/13	
	Nombre de lignes tarifaires	Taux nominal de protection moyen	Nombre de lignes tarifaires	Taux nominal de protection moyen
Boissons alcooliques	17	56,8	16	n.d.
Tabac et produits du tabac	11	144,7	9	n.d.
Armes à feu et munitions	20	113,2	15	n.d.
Véhicules à moteur deux temps à deux ou trois roues, et moteur, caisse et pièces détachées de ces véhicules	12	205,5	22	n.d.
Véhicules automobiles	76	179,5	113	n.d.
Autres articles soumis à des droits supplémentaires produits localement	784	65,8	416	n.d.
Autres articles soumis à des droits supplémentaires non produits localement	190	69,9	676	n.d.
Total	1 110	77,3	1 267	n.d.

n.d. Non disponible.

Source: Données relatives aux lignes tarifaires et au taux nominal de protection 2009-2010 fournies par le rapport provisoire de l'équipe spéciale de l'Administration nationale des impôts sur la rationalisation des droits de douane (en date du 11 février 2010) intitulé: "Impératifs de rationalisation de la structure des droits de douane", page 14. Rapport consulté à l'adresse: http://xa.yimg.com/kq/groups/19207362/710104351/name/Tariffs_Rationalization.pdf. L'Administration nationale des impôts n'a pas fourni de données concernant le taux nominal de protection pour l'exercice 2012-2013.

41. Les taux de protection maximaux concernent principalement les boissons alcooliques, les cigarettes et les voitures de luxe, qui font l'objet de droits supplémentaires de 250% ou plus (tableau III.6). Selon le gouvernement, les droits supplémentaires applicables aux véhicules peuvent faire passer la charge fiscale totale pesant sur les véhicules de grosse cylindrée à plus de 800%.

Tableau III.6
Taux de droits supplémentaires sur les véhicules, exercice budgétaire 2012/13

Caractéristiques du véhicule	Droit supplémentaire (%)	Charge fiscale totale (%)
Cylindrée n'excédant pas 1 500 cm ³	45	129
Cylindrée de 1 501 cm ³ à 1 800 cm ³	100	213
Cylindrée de 1 801 cm ³ à 2 000 cm ³	150	290
Cylindrée de 2 001 cm ³ à 2 750 cm ³	250	445
Cylindrée de 2 751 cm ³ à 4 000 cm ³	350	599
Cylindrée supérieure à 4 000 cm ³	500	830
Microbus de cylindrée n'excédant pas 1 800 cm ³	30	105
Microbus ayant une cylindrée de 1 801 cm ³ à 2 000 cm ³	60	152
Véhicules entièrement démontés, véhicules de type "break", jeeps (sauf à trois roues) d'une cylindrée n'excédant pas 2 000 cm ³	30	105
Véhicules entièrement démontés de plus de 2 000 cm ³	45	129

Source: Ministère des finances, discours de présentation du budget 2012-2013, page 102.

42. Ces droits s'apparentent aux droits d'accise et sont, en principe, sans effet sur le commerce (les mêmes taux s'appliquant à des marchandises similaires qu'elles soient importées ou produites dans le pays). Toutefois, il n'en est pas toujours ainsi dans la pratique. Les droits supplémentaires sont un moyen de percevoir des droits de douane additionnels sur n'importe quel bien importé, quand et comme les autorités le jugent approprié. Beaucoup de produits essentiels autres que les produits de luxe, y compris des matières premières et des biens intermédiaires, sont assujettis aux droits

supplémentaires. Perçus sur la valeur des marchandises au débarquement, plus les droits de douane, mais TVA exclue, les droits supplémentaires ont un effet de cascade; les taux de protection sont d'autant plus grands que les taux des droits de douane sont plus élevés.

43. Ainsi, dans le discours de présentation du budget 2011-2012 figurait une proposition visant à protéger les branches de production nationales et à économiser des devises étrangères en faisant passer de 20% à 45% les droits supplémentaires sur les importations de tissus et d'articles de confection; une augmentation notable des droits supplémentaires sur les voitures (camionnettes à cabine double) était également proposée; ces droits, actuellement nuls, pourraient atteindre 500%. Cette proposition aurait des répercussions favorables tant sur la production de recettes que sur la congestion routière. Les droits supplémentaires sur le tabac à chiquer sont passés de 10% à 30%, ce qui devrait contribuer à réduire la consommation.

Droit régulateur

44. Un droit régulateur est appliqué, à titre provisoire, depuis 2000-2001. Selon les autorités, dans le contexte d'une baisse progressive des droits de douane, un droit régulateur de 5% a été imposé sur les produits assujettis à un droit de douane de 25%, à l'exception des produits jouissant de droits préférentiels, en vue de protéger l'industrie locale et de garantir une augmentation des recettes. Les droits régulateurs n'ont pas été modifiés pour l'exercice 2012-2013.

Impôt anticipé sur le revenu

45. L'impôt anticipé sur le revenu est exigible de tous les importateurs commerciaux au taux de 5% (depuis juillet 2011) de la valeur c.a.f. des importations. Cet impôt peut constituer un crédit fiscal pour l'entreprise, ce qui signifie qu'il ne constitue pas un prélèvement supplémentaire sur les importations dans la mesure où les taxes dues par l'entreprise (ou par la personne) sont suffisantes pour être annulées par ce prélèvement. Si l'importateur exerce une activité commerciale, l'impôt payé au stade de l'importation est considéré comme le règlement définitif de ses obligations fiscales. Si l'importateur bénéficie d'une trêve fiscale, la loi prévoit qu'il peut demander à être exempté de la déduction d'impôt à la source. Sont notamment exemptées de l'impôt anticipé sur le revenu: certaines importations effectuées par des membres du Parlement, les importations des concessionnaires d'entrepôts sous douane, les importations temporaires et les importations de biens d'équipement bénéficiant de taux préférentiels à l'importation.

vi) Licences d'importation, restrictions et prohibitions à l'importation

46. Dans sa dernière notification à l'OMC¹², le Bangladesh a réaffirmé que le système de licences d'importation avait été éliminé en 1984 et que, de ce fait, aucune licence d'importation n'était requise pour importer au Bangladesh quelque produit que ce soit. Pour les importations au Bangladesh, il n'existe pas de licences d'importation en tant que telles. En revanche, outre la procédure d'importation courante par autorisation de lettres de crédit (LCA), un permis, un dédouanement, une autorisation ou une approbation préalables peuvent être exigés pour un certain nombre de produits importés. Cela revient implicitement à imposer des licences d'importation. Beaucoup des prescriptions en matière de dédouanement concernant les produits soumis à restrictions répondent à des considérations de santé ou de sécurité sanitaire et semblent par conséquent revêtir un caractère "automatique". Toutefois, l'huile de soja brute et le méthanol ou alcool méthylique ne peuvent être importés que par des établissements industriels agréés. Ce type de restriction est imposé pour éviter tout usage illicite de

¹² Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, document de l'OMC G/LIC/N/3/BGD/4 du 5 octobre 2007.

ces produits. Dans le cas des vêtements d'occasion, la quantité totale des articles importés n'est soumise à aucune restriction.

47. La liste des produits réglementés en vertu de l'Arrêté sur la politique d'importation pour 2009-2012 énumère les produits dont l'importation est prohibée ou soumise à restrictions (tableau AIII.1). Cette liste a été modifiée par plusieurs Ordonnances réglementaires (SRO) et avis publics.

48. La liste des produits prohibés comprend généralement deux catégories de produits: les produits qui vont à l'encontre de la morale religieuse et sociale des Bangladais ("raisons non commerciales"), par exemple les produits contenant de la viande de porc et les drogues, et les articles qui sont en concurrence directe avec des marchandises produites localement ("raisons commerciales"), bien que les autorités fassent observer qu'aucun article figurant sur la liste des produits prohibés n'entre directement en concurrence avec des produits fabriqués localement.

49. Les produits soumis à restrictions peuvent être importés s'ils remplissent les conditions prévues dans l'Arrêté, qui prennent la forme d'autorisations et de licences d'importation non automatiques. Ces produits sont réglementés pour des raisons sociales, religieuses, sanitaires, environnementales, commerciales, ou pour des raisons de sécurité. Ils peuvent être généralement classés dans les catégories ci-après: i) produits qui nécessitent un certificat, une autorisation ou un visa préalables des autorités compétentes; ii) produits qui ne peuvent être importés que par des consommateurs industriels enregistrés, notamment par les entreprises fabriquant des vêtements de confection, de la bonneterie et des textiles spécifiquement destinés à l'exportation et travaillant dans le cadre du régime des entrepôts sous douane, les industries pharmaceutiques (allopathiques) et les hôtels qui réalisent des recettes en devises, dans la limite de l'autorisation d'importation figurant dans leur certificat d'enregistrement à l'importation (IRC); iii) produits commercialisés par l'État, y compris les armes et munitions, qui ne peuvent être importés que par des sociétés désignées par le gouvernement; et iv) produits assujettis à des conditions particulières. Le Bangladesh a éliminé toutes les restrictions imposées pour des raisons de balance des paiements.¹³

vii) Mesures contingentes

a) Mesures antidumping et mesures compensatoires

50. La Loi de finances de 1995 a introduit des réglementations et procédures applicables à l'examen des plaintes pour dumping et subventions, portant modification de l'article 18 de la Loi douanière de 1969. Comme cela a été mentionné dans le précédent rapport, cette loi a été adoptée pour mettre les dispositions relatives aux pratiques antidumping et aux mesures compensatoires en conformité avec les Accords de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et sur les subventions et mesures compensatoires. La Commission tarifaire du Bangladesh (BTC) est chargée de conduire les enquêtes relatives au dumping et aux subventions.

51. La demande d'ouverture d'une enquête, que ce soit pour une mesure antidumping ou pour une mesure compensatoire, doit être adressée par écrit à la BTC par une branche de production nationale ou en son nom. La BTC doit achever l'enquête dans un délai d'un an à compter de la date de publication de l'avis public et présenter ses conclusions et recommandations au gouvernement. Des droits antidumping ou des droits compensateurs provisoires, ne dépassant pas la marge de dumping ou

¹³ Voir le document de notification WT/BOP/N/64 du 20 avril 2007.

des taux de subvention, peuvent être imposés dans les 60 jours qui suivent l'ouverture de l'enquête et appliqués pendant une période de six mois, prorogeable de trois mois.

52. Aucune enquête concernant des mesures antidumping ou des mesures compensatoires n'a été ouverte pendant la période considérée. Le rapport du dernier examen de la politique commerciale observait que le manque d'expertise technique et de ressources financières, tant dans l'administration que dans les entreprises, ainsi que le fait de ne pas disposer des données authentifiées nécessaires pour la présentation des demandes, avaient rendu l'ouverture d'enquêtes difficile. Les autorités indiquent que c'est encore le cas.

b) Mesures de sauvegarde

53. Une clause de sauvegarde a été introduite en 1995 par modification de l'article 18 de la Loi douanière de 1969. Des règles concernant l'imposition de mesures de sauvegarde ont été introduites en juin 2010.

viii) Marchés publics

a) Réforme des marchés publics

54. En 2002, la Banque mondiale estimait à environ 3 milliards de dollars EU le volume annuel des marchés publics du Bangladesh. Ce chiffre a augmenté les années suivantes, en même temps que progressaient les dépenses de développement. On estime que les dépenses annuelles correspondant aux marchés de marchandises, de travaux et de services du secteur public représentent actuellement de 20% à 24% du budget national annuel et de 70% à 90% du budget de développement. Les organismes publics tels que le Département des routes et autoroutes, le Département des collectivités locales et de l'ingénierie (LGED), l'Office de mise en valeur des ressources en eau (BWDB), l'Office d'électrification rurale (REB), le Département des travaux publics (PWD), l'Office du développement de l'équipement énergétique du Bangladesh (BPDB), etc. génèrent environ 70% à 80% du volume total des marchés publics. L'attribution de fonds publics aux seuls marchés publics représente un montant important par rapport à l'ensemble des dépenses du gouvernement.

55. La phase II du Projet de réforme des marchés publics (2007), financée par la Banque mondiale, fait fond sur un projet de soutien de réformes des marchés publics de 2002, dont le but était d'améliorer la qualité grâce à une meilleure gestion et de meilleurs contrôles.¹⁴ Cette phase vise à renforcer la gestion de la passation des marchés au niveau sectoriel, à créer un programme durable de

¹⁴ La Banque mondiale a effectué, en collaboration avec le gouvernement, une évaluation critique de la passation des marchés publics au niveau national. Le rapport analytique publié en 2002 indiquait que les marchés publics constituaient le principal problème pesant sur les résultats du secteur public, et que les possibilités d'amélioration qui permettraient d'obtenir une plus grande efficacité étaient considérables. Certains points faibles du système de passation des marchés étaient mentionnés, notamment: l'absence d'un cadre juridique solide régissant les marchés publics; la complexité des procédures bureaucratiques; le manque de compétence professionnelle des fonctionnaires chargés des marchés, la qualité médiocre des documents de soumission et du processus d'évaluation des soumissions, l'inefficacité dans la gestion des contrats; l'absence d'un mécanisme adéquat garantissant la transparence et la responsabilité. Les lacunes en matière de gouvernance fondamentale, y compris l'inefficacité des pratiques dans le domaine des marchés publics, la mauvaise gestion financière, la corruption et les insuffisances de la fonction publique, ne permettaient pas de grands espoirs en matière de services publics au Bangladesh. Ces problèmes contribuaient à augmenter le coût de l'activité commerciale et faisaient obstacle à un développement rapide du secteur privé. Le rapport recommandait la mise en place d'une instance chargée de la politique en matière de marchés publics, l'introduction de réformes dans le processus de passation et l'amélioration de la capacité de gestion des marchés.

formation de professionnels qualifiés en la matière, et à mettre en place la passation électronique de marchés dans certains organismes choisis et à l'Unité technique centrale des marchés publics (CPTU). Elle est en outre conçue pour sensibiliser à l'importance d'un système efficace de passation des marchés publics, en encourageant la participation de la société civile, de groupes de réflexion et du secteur privé. Quatre organismes dépendant des principaux ministères sectoriels ont été choisis en raison de l'importance de leurs marchés publics annuels: le Département des routes et autoroutes, le Département des collectivités locales et de l'ingénierie, l'Office d'électrification rurale et l'Office de mise en valeur des ressources en eau.¹⁵

56. Selon la Banque mondiale, les réformes des marchés publics affichent un certain recul depuis 2009; c'est ainsi qu'il a été mis fin à la prescription imposant des qualifications préalables pour soumissionner aux appels d'offres pour les petits marchés publics. Au départ, le gouvernement s'était donné pour but de réaliser 40 modifications, mais ces exigences ont été notablement réduites après l'analyse des objections soulevées par l'Unité technique centrale des marchés publics, les partenaires de développement y compris la Banque mondiale, et d'autres parties prenantes.¹⁶ Selon les autorités, la Banque mondiale fera principalement porter son soutien sur la mise en œuvre et le suivi de la loi sur les marchés publics dans les ministères sectoriels les plus importants, sur la passation électronique de marchés (dématérialisation des marchés publics) et sur les mécanismes de responsabilité sociale, y compris l'activité d'un Comité des partenariats public-privé de fondation récente.

b) Cadre juridique et politique

57. Dans une première étape vers la réforme de la passation des marchés et à la suite des recommandations du Rapport analytique de 2002 sur la passation des marchés publics du pays (CPAR), le gouvernement a créé l'Unité technique centrale des marchés publics (CPTU) au sein de la Division de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du Ministère de la planification. La CPTU a élaboré et mis en place un système unifié de passation des marchés en publiant le Règlement des marchés publics (2003), les Procédures de mise en œuvre des Règles concernant les marchés publics de 2003 et les Procédures de passation et d'adjudication des marchés publics, afin d'orienter le processus de mise en œuvre. La CPTU a également publié une série de modèles d'appels d'offres standard pour les appels d'offres nationaux et internationaux.

58. En 2006, la Loi sur les marchés publics a été approuvée par le Parlement; des Règles concernant les marchés publics ont été formulées; la Loi et les Règles ont été rendues publiques dans le pays et ont pris effet à compter de janvier 2008. La plupart des caractéristiques des bonnes pratiques internationales en matière de marchés publics figurent dans ces textes. De plus, l'Unité technique centrale des marchés publics compte sur une masse critique de professionnels des marchés publics; elle a formé plus de 1 800 responsables et réalise actuellement des essais concernant un système de suivi automatisé des résultats des marchés publics. Toutes ces mesures contribuent à renforcer la confiance de la population à l'égard du système de passation des marchés publics du pays. Conformément à l'article 67 de la Loi de 2006 sur les marchés publics, l'Unité technique centrale des marchés publics est pleinement responsable de l'efficacité de la passation de marchés et du contrôle de la conformité avec la Loi et les Règles. Un mécanisme faisant intervenir une commission d'examen a également été mis en place pour résoudre les plaintes et les recours déposés par les soumissionnaires s'estimant lésés.

¹⁵ Selon les autorités, des progrès notables ont été réalisés dans le cadre de ce projet qui peut être consulté sur le site Web pertinent: <http://www.cptu.gov.bd/Progresstask.aspx>.

¹⁶ Wescott et Breeding (2011). Transparency International Bangladesh constate que la mauvaise gestion des projets de développement est l'une des raisons principales du classement du Bangladesh dans l'indice de la perception de la corruption (CPI) comme l'un des pays les plus corrompus au monde.

59. Les règles ont établi des procédures de passation et d'adjudication de marchés publics, comprenant notamment un comité d'évaluation des offres, une liste de vérification et un calendrier des modalités de passation. Le délai exigé pour adjuger les marchés a été réduit; la concurrence et la publicité ont augmenté, et les plaignants sont incités à signaler les éventuelles insuffisances de la procédure. Un programme de formation comptant six niveaux a été lancé avec succès et 5 000 fonctionnaires ont été formés. Un système de suivi des résultats de la passation des marchés est en phase d'essai dans quatre organismes publics représentant 60% à 70% du total des marchés publics en valeur. La dématérialisation des marchés publics, introduite en 2011, a fait l'objet de lignes directrices et d'une mise en œuvre au niveau de quatre organismes de première importance: l'Office de mise en valeur des ressources en eau (BWDB), le Département des collectivités locales et de l'ingénierie (LGED), l'Office d'électrification rurale (REB) et le Département des routes et autoroutes. Le mécanisme sera ultérieurement étendu à d'autres entités gouvernementales adjudicatrices. Pour présenter leurs offres, les soumissionnaires doivent diligenter leur inscription dans le système par le biais du portail des marchés publics en ligne hébergé par l'Unité technique centrale des marchés publics.

60. Les entreprises enfreignant les règles de passation des marchés publics risquent l'inscription sur une liste noire; entre 2009 et 2010, plus de 50 soumissionnaires ont été exclus de la procédure d'appels d'offres pour cette raison. Selon Transparency International¹⁷, les malversations du secteur privé dans le cadre des procédures de passation des marchés se seraient poursuivies malgré la Loi de 2006 sur les marchés publics. En 2010, le gouvernement a créé une cellule de veille dénommée Comité des partenariats public-privé et composée de 27 membres, afin de contrôler le processus de passation des marchés et d'en garantir la transparence et les obligations liées aux responsabilités. Le Comité, présidé par le Ministre de la planification, est doté de vastes pouvoirs; le Directeur général de l'Unité technique centrale des marchés publics en est le Secrétaire. Il doit évaluer chaque année l'incidence globale de la Loi sur les marchés publics. Le gouvernement publie une liste d'exclusion sur le site Web de l'Unité technique centrale des marchés publics; les entreprises peuvent également trouver sur ce site les annonces d'appels d'offres, les dossiers des appels d'offres, ainsi que les lois et règlements relatifs aux marchés publics.

61. Le Bangladesh n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics.

c) Méthodes de passation de marchés

62. S'agissant des principales méthodes de passation des marchés publics de fournitures et de travaux, la méthode de l'appel d'offres ouvert est considérée comme préférable aux autres, à savoir à la méthode de la demande de devis, à celle du marché de gré à gré, à celle de l'appel d'offres restreint, et à celles de l'appel d'offres en deux étapes et de l'appel d'offres en une seule étape à deux enveloppes, que l'entité contractante peut adopter si des raisons suffisantes et adéquates sont invoquées, et après approbation du responsable de l'entité contractante. Dans le cas des appels d'offres internationaux, le fabricant/producteur local bénéficie d'une préférence de prix de 7,5% pour les travaux, et de 15% pour les fournitures par rapport aux concurrents internationaux, dans les mêmes conditions. Pour ce qui est du financement du développement par les Partenaires de développement, conformément aux dispositions de la Convention de financement, les lignes directrices des Partenaires sont également appliquées pour les procédures de passation des marchés. Pour la passation de marchés concernant les prestations intellectuelles et professionnelles, les méthodes privilégiées sont la sélection fondée sur la qualité et le coût, et la sélection dans le cadre d'un budget déterminé.

¹⁷ Transparency International (2009), page 249.

ix) Opérations liées au commerce des entreprises d'État et commerce d'État (tel que défini à l'article XVII du GATT)

a) Aperçu général

63. L'intervention de l'État dans l'économie reste très importante, avec des entreprises publiques inefficaces/déficitaires dont les activités se situent dans plusieurs secteurs commerciaux, en raison, entre autres choses, de la lenteur des progrès du processus de privatisation. Ainsi, le secteur public bangladais s'étend au-delà du gouvernement central et comprend un important secteur d'entreprises d'État et un secteur financier public dominant. Les entreprises d'État opérant dans les secteurs des équipements collectifs traditionnels, des infrastructures, du commerce et de l'activité manufacturière représentent plus de 20% des emplois du secteur public (tableau III.7). Outre le fait qu'elles ponctionnent les ressources publiques à travers une série de subventions et d'engagements conditionnels, ces entreprises exercent une influence considérable sur l'économie comme pourvoyeuses de biens et de services essentiels, et en raison des politiques de prix qu'elles appliquent.

Tableau III.7
Entreprises publiques non financières, 2012

Secteur	Nombre d'entreprises	Nom de l'entreprise
Industrie	6	Société des filatures textiles du Bangladesh (BTMC); Société de sidérurgie et d'ingénierie du Bangladesh (BSEC); Société du sucre et des produits alimentaires du Bangladesh (BSFIC); Société des produits chimiques du Bangladesh (BCIC); Société de développement des industries forestières du Bangladesh (BFIDC); Société des filatures de jute du Bangladesh (BJMC)
Énergie, gaz et eau	5	Société du pétrole, du gaz et des minéraux du Bangladesh (BOGMC), Petrobangla; Office du développement de l'équipement énergétique du Bangladesh (BPDB); Direction de l'eau et de l'assainissement de Dacca (WASA); Direction de l'eau et de l'assainissement de Chittagong (WASA) et Direction de l'eau et de l'assainissement de Khulna (WASA)
Transports et communications	7	Société des transports maritimes du Bangladesh (BSC); Société des transports fluviaux du Bangladesh (BIWTC); Société des transports routiers du Bangladesh (BRTC); Administration portuaire de Chittagong; Administration portuaire de Mongla; Conseil d'administration des docks de Mongla; Administration des ports terrestres du Bangladesh
Commerce	3	Compagnie pétrolière du Bangladesh (BPC); Société du jute du Bangladesh; Société de commerce du Bangladesh (TCB)
Agriculture	2	Société de développement de la pêche du Bangladesh (BFDC); Société de développement agricole du Bangladesh (BADC)
Construction	5	Rajdhani Unnayan Kartipaksha (RAJUK); Agence de développement de Chittagong (CDA); Agence de développement de Rajshahi (RDA); Agence de développement de Khulna (KDA) et Agence nationale pour le logement
Services	17	Bangladesh Muktijoddha Kalyan Trust; Société de développement de l'industrie cinématographique du Bangladesh (BFDC); Bangladesh Parjatan Corporation; Société des petites industries et de l'artisanat du Bangladesh (BSCIC); Direction de l'aviation civile du Bangladesh (CAAB); Administration des transports fluviaux du Bangladesh (BIWTA); Office d'électrification rurale (REB); Administration des zones industrielles d'exportation du Bangladesh (BEPZA); Office du tissage manuel (BHB); Office de sériculture du Bangladesh BSB; Office de mise en valeur des ressources en eau (BWDB); Office du thé (BTB); Commission de réglementation des télécommunications du Bangladesh (BTRC); Bureau de promotion des exportations (EPB); Institut de recherche sur la sériculture du Bangladesh; Direction des ponts du Bangladesh et Commission de réglementation de l'énergie (ERC)

Source: Cellule de suivi, Division des finances.

64. Les coûts des subventions sont en augmentation rapide au Bangladesh, principalement à cause de la croissance de la demande intérieure et de l'augmentation des coûts liés aux importations de produits largement subventionnés, à savoir les carburants, l'électricité et les engrais. Des subventions importantes permettent actuellement de protéger les consommateurs de la pleine incidence de la fluctuation des cours. Les variations les plus importantes sont absorbées en premier lieu dans la

situation financière des grandes entreprises d'État – la Compagnie pétrolière du Bangladesh (BPC, carburants), l'Office du développement de l'équipement énergétique du Bangladesh (BPDB, électricité) et la Société des produits chimiques du Bangladesh (BCIC, engrais). Les pertes d'exploitation de ces entreprises d'État sont à leur tour couvertes par des prêts consentis par les banques commerciales publiques et/ou par un financement net du gouvernement (dans les faits, par des transferts de fonds). D'importantes réformes de ces entreprises d'État doivent être mises en œuvre d'urgence pour contrôler les coûts. Selon le FMI, s'il est vrai que la fixation de prix à un niveau inférieur à celui du marché a grandement contribué à la dégradation de la situation financière de ces entreprises, certaines pertes proviennent également d'insuffisances dans l'exploitation.¹⁸

65. Les pertes des entreprises d'État ont notablement baissé pendant les exercices budgétaires 2006 et 2007, notamment parce que certaines des plus importantes d'entre elles, telles que l'Adamjee Jute Mill, l'une des plus grandes filatures de jute du monde qui employait 25 000 travailleurs, a fermé dans le cadre de la réduction du nombre d'entreprises d'État dans l'activité manufacturière; le nombre de ces entreprises a été ramené de 121 en 2001 à 82 en 2009. Pendant la période considérée, le gouvernement a entrepris de privatiser 22 entreprises d'État; l'une d'entre elles a été privatisée et deux autres sont en attente de l'approbation. En outre, le gouvernement a transformé en sociétés commerciales la compagnie aérienne nationale (Biman) et Bangladesh Telcom.

b) Questions commerciales

66. Le secteur public est le plus gros importateur du pays, étant donné que la plupart des entités gouvernementales, organismes autonomes et sociétés du secteur public importent directement par appels d'offres. Actuellement, les importations effectuées par les entités gouvernementales, y compris la Société de commerce du Bangladesh (TCB), les secteurs étatiques, semi-étatiques et nationalisés, sont considérables, bien que les autorités n'aient pas fourni d'estimation de leur part dans les importations totales.

67. La liste des principaux importateurs directs appartenant au secteur public et des entreprises d'État se présente comme suit: Société des produits chimiques du Bangladesh (BCIC); Société de sidérurgie et d'ingénierie du Bangladesh (BSEC); Société du pétrole, du gaz et des minéraux du Bangladesh ou Petrobangla; Société du sucre et des produits alimentaires du Bangladesh (BSFIC); Société de commerce du Bangladesh (TCB); Office du développement de l'équipement énergétique du Bangladesh (BPDB); Office d'électrification rurale (REB); Service de l'électricité de Dacca et Direction de l'eau et de l'assainissement. Le droit exclusif d'importer a été maintenu pour certaines entreprises d'État ou certaines catégories de produits.

68. À l'heure actuelle, la TCB est chargée d'effectuer des importations, des exportations et, occasionnellement, des ventes, et d'assurer un approvisionnement en produits essentiels à des prix équitables en période de difficultés économiques ou dans des situations spéciales; les autorités ont indiqué que les activités importatrices de la TCB avaient diminué.

c) Commerce d'État

69. Le Bangladesh n'a notifié à l'OMC aucune activité de commerce d'État effectuée par des organismes au titre de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994.

¹⁸ FMI (2011).

x) Mesures relatives au transit

70. Le Bangladesh n'est pas un pays enclavé et ne partage ses frontières avec aucun pays enclavé. Toutefois, deux ports maritimes, Chittagong et Mongla, offrent aux deux pays enclavés de la région – le Népal et le Bhoutan – d'importantes possibilités d'accès à la mer et des installations de transit efficaces. De leur côté, ces deux pays ont fait part de leur souhait d'utiliser les ports maritimes bangladais pour leurs échanges internationaux. Le Bangladesh a souscrit des accords de commerce et de transit avec le Bhoutan et le Népal, mais les modalités de fonctionnement n'ont pas encore été arrêtées.

71. L'Inde, le Bangladesh et le Népal n'ont pas souscrit aux conventions régissant le transit international telles que la Convention TIR ou la Convention ATA. Le Bangladesh et l'Inde sont liés par un accord bilatéral depuis 1972. L'accord prévoit des "arrangements mutuellement avantageux pour l'usage de leurs voies navigables, de leurs chemins de fer et de leurs réseaux routiers aux fins des échanges commerciaux entre les deux pays et du transit des marchandises entre deux lieux d'un des deux pays à travers le territoire de l'autre". De ce fait, l'Inde a bénéficié des installations de transit des voies navigables dans le cadre du Protocole relatif au transit et aux échanges commerciaux par les voies navigables intérieures, certains envois utilisant en outre le réseau routier. Un accord entre les deux pays donne également à l'Inde la possibilité d'utiliser les ports maritimes de Mongla et Chittagong pour les cargaisons en transit. Le principal inconvénient faisant obstacle à une véritable opération de transit tient au manque d'infrastructures.

2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS

i) Procédures

72. La Politique d'exportation pour 2009-2012 a simplifié les procédures d'exportation en autorisant l'exportation sans lettre de crédit, mais sur la base d'un contrat d'achat, d'un accord, d'une commande ou d'un paiement anticipé. L'exportation de tous les produits est autorisée sans lettre de crédit sur la base d'une consignation ou d'un paiement anticipé. Les autres documents nécessaires pour l'exécution d'une opération d'exportation sont le formulaire EXP (délivré par la banque d'exécution), la facture, le bordereau de marchandises ainsi que le connaissance/la lettre de transport aérien.

73. Pour certains produits, des certificats d'exportation additionnels peuvent être exigés: les engrais à base d'urée peuvent être exportés avec l'autorisation préalable du Ministère de l'industrie; les programmes de divertissement, les œuvres musicales, dramatiques et cinématographiques peuvent être exportés sous la forme de CD, de DVD et autres supports sous réserve de l'approbation tacite du Ministère de l'information; le pétrole et les produits pétroliers obtenus à partir du gaz naturel (y compris le naphte, le mazout, les huiles lubrifiantes et le bitume) peuvent être exportés dans le cadre d'une approbation tacite de la Division de l'énergie et des ressources minérales; les produits chimiques figurant dans les Listes 1, 2 et 3 de la Loi de 2006 sur les armes chimiques (contrôle) sont contrôlés au titre de l'article 9 de la Loi. Dans le cas des exportations de produits pour lesquels un certificat de contrôle de qualité est exigé, l'exportateur présente aux autorités douanières le certificat demandé, délivré par l'autorité compétente.

ii) Taxes, impositions et prélèvements à l'exportation

74. En 2010-2011, des droits d'exportation ont été appliqués sur le tabac et les produits du tabac (10%), les déchets de coton (25%) et les briques en terre cuite (25%) afin de freiner la production de ces articles. Selon les autorités, la production de briques n'est pas respectueuse de l'environnement, et

la production de tabac utilise des superficies nécessaires aux cultures de base. Les droits perçus sur les déchets de coton visent à encourager l'utilisation de ces déchets dans le pays.

iii) Prohibitions, restrictions et licences à l'exportation

75. Les marchandises assujetties à une interdiction d'exporter sont énumérées dans la Politique d'exportation en vigueur (tableau III.8). Selon les autorités, les interdictions d'exportation de produits agricoles et de produits manufacturés se justifient principalement pour des raisons de santé, d'équilibre écologique, de sécurité ou de valeur archéologique, ou bien visent à préserver un approvisionnement interne satisfaisant. L'exportation de certains produits (par exemple les oignons, les crevettes non transformées, les peaux brutes et cuirs prêtannés au chrome) reste interdite pour assurer un approvisionnement suffisant du marché intérieur; et les exportations d'engrais produits par une entreprise publique font toujours l'objet de restrictions. Conformément à la politique d'exportation, le gouvernement peut autoriser l'exportation de marchandises prohibées si ce choix est justifié par des raisons appropriées.

Tableau III.8

Listes des produits dont l'exportation est prohibée ou soumise à des conditions, 2012

<p>A. Liste des produits dont l'exportation est prohibée</p> <p>Pétrole et tous produits pétroliers à l'exclusion de ceux produits à partir du gaz naturel (naphte, mazout, huiles lubrifiantes, bitume, condensat, White-Spirit et essence pour moteurs). Toutefois, cette prohibition ne s'applique pas à l'exportation de pétrole et de gaz naturel liquéfié correspondant à la part des entreprises à participation étrangère dans le cadre de contrats de partage de production.</p> <p>Tout passager se rendant à l'étranger est autorisé à emporter en tant que bagage accompagné, outre ses effets personnels, des marchandises d'une valeur de 200 dollars EU si leur exportation n'est pas prohibée et si elles ne figurent pas sur la liste des exportations soumises à des conditions. Dans ce cas, aucune facilité ni incitation (ristourne de droits, subvention ou autre) n'est accordée.</p> <p>Graines de jute et graines de "shan"</p> <p>Blé</p> <p>Animaux vivants de toutes sortes, organes d'animaux, peaux/cuirs d'animaux sauvages tels que mentionnés dans l'Ordonnance de 1973 sur la protection des espèces sauvages (Ordonnance présidentielle n° 23 de 1973, telle que modifiée en 1974), à l'exclusion des espèces figurant dans la première liste de cette ordonnance</p> <p>Armes à feu, munitions et matériels connexes</p> <p>Matières radioactives</p> <p>Reliques archéologiques</p> <p>Squelettes humains, plasma sanguin ou tout objet produit à partir d'êtres humains ou de sang humain</p> <p>Légumineuses de toutes sortes (sauf transformées)</p> <p>Toutes crevettes sauf réfrigérées, congelées et transformées (SRO n° 60-L/76 du 14 février 1976)</p> <p>Oignons (SRO n° 250-L/77, 13 août 1977)</p> <p>Crevettes marines de calibre 71/90 ou inférieur, à l'exclusion des espèces Harin/harina et Chaka, y compris décortiquées et déveinées.</p> <p>Crevettes cuites (SRO n° 345/L/83, 20 octobre 1983)</p> <p>Canne à sucre, bois, rondins de bois/morceaux de bois épais (sauf objets d'artisanat fabriqués en ces matériaux)</p> <p>Tous types de grenouilles (vivantes ou mortes) et cuisses de grenouilles</p> <p>Peaux brutes et cuirs prêtannés au chrome</p> <p>B. Liste de produits dont l'exportation est soumise à des conditions</p> <p>Les engrais à base d'urée produits dans toute usine à l'exception de la KAFCO peuvent être exportés avec l'autorisation préalable du Ministère de l'industrie.</p> <p>Les programmes de divertissement, les œuvres musicales, dramatiques et cinématographiques peuvent être exportés sous la forme de CD, de DVD et autres supports sous réserve de l'approbation tacite du Ministère de l'information.</p> <p>Le pétrole et les produits pétroliers produits à partir du gaz naturel (tels que le naphte, le mazout, les huiles lubrifiantes, le bitume, le condensat, le White-Spirit et l'essence pour moteurs) peuvent être exportés dans le cadre d'une approbation tacite de la Division de l'énergie et des ressources minérales.</p> <p>Les produits chimiques figurant dans les Listes 1, 2 et 3 de la Loi de 2006 sur les armes chimiques (contrôle) sont contrôlés (leur exportation peut être autorisée ou prohibée) au titre de l'article 9 de la Loi.</p>

Source: Ministère du commerce, Politique d'exportation 2009-2012.

76. L'interdiction générale d'exporter vers Israël reste en vigueur.

77. Les réexportations (c'est-à-dire l'exportation de produits importés sous leur forme originelle ou non transformés) restent interdites. Elles sont toutefois autorisées si la valeur ajoutée est au moins de 10% et s'il y a une modification de la qualité ou de la taille du produit, ou bien des deux.

78. Des licences d'exportation ne sont pas obligatoires en tant que telles, mais pour certains produits il peut être nécessaire d'obtenir un certificat d'exportation auprès des autorités compétentes.

iv) Subventions à l'exportation

79. Il est signalé dans la Politique d'exportation que le gouvernement peut accorder des subventions (incitations en espèces) aux entreprises exportatrices de la branche du textile et de la confection, comme variante aux ristournes de droits de douane et à l'utilisation des entrepôts en douane, le taux des subventions devant être décidé par le gouvernement. Ces incitations en espèces visent, entre autres choses, à promouvoir la diversification des exportations tout en utilisant des intrants locaux et à couvrir les coûts de manutention, traitement, amélioration et transport (transports intérieurs et internationaux) en lieu et place de ristournes de droits de douane et d'un recours à des entrepôts en douane.

80. Pour répondre au choc causé par la récession mondiale, le gouvernement a fait passer le taux des subventions/incitations en espèces de 7,5% à 10% pour les produits en jute, de 15% à 17,5% pour les articles de cuir et de 10% à 12,5% pour les crevettes et le poisson congelés. Les nouveaux taux étaient applicables aux expéditions entre avril et juin 2009. Ils ont été maintenus pendant l'exercice 2009-2010, et les taux antérieurs ont été rétablis en 2010-2011, à l'exception de ceux des produits en jute (tableau III.9).

Tableau III.9
Incitations en espèces et subventions à l'exportation de certains produits, 2012
(Valeur f.a.b.)

Produit	Taux de subvention/incitations en espèces (%)
Textiles	5
Crevettes et poisson congelés	10
Articles de cuir	15
Hogla	15
Produits agricoles et agro-industriels	15
Pommes de terre	15
Bicyclettes	10
Os	20
Jute	20
Œufs de volailles à éclore et poussins d'un jour	10
Produits de l'industrie mécanique légère	15
Glucose liquide (zone franche industrielle d'Iswardi)	5
Viande 100% halal	4
Cuir fini	3
Cuir en croûte	20
Exportations de navires	10
Poudre de bouteilles en polyéthylène téréphtalate	10

Source: Office des investissements.

v) Avantages tarifaires et fiscaux

81. Tout un ensemble de mesures, comprenant des droits préférentiels, une ristourne de droits, des entrepôts en douane spéciaux, et des zones industrielles d'exportation continuent de tempérer les effets défavorables que les droits de douane, autres taxes à la frontière et restrictions diverses exercent sur la compétitivité des exportateurs dépendant des importations. Selon la Politique d'exportation en vigueur, les entreprises exportant au moins 80% de leur production sont considérées comme exportatrices et fondées à recevoir des prêts bancaires et d'autres avantages financiers. Les entreprises exportant au moins 80% de leur production sont autorisées à vendre les 20% restants de leurs produits sur le marché intérieur, sous réserve du paiement des droits et taxes. Il existe également des subventions directes (une aide en espèces) aux exportateurs de certains produits (dont les fruits et légumes, les textiles et l'habillement), des prêts à des conditions libérales pour financer les exportations, un système de non-rétrocession des devises, et un abattement fiscal de 50% sur les recettes provenant de toute activité d'exportation. De ce fait, les régimes d'importation et d'exportation restent complexes.

a) Exonération et ristourne de droits

82. Le régime d'exonération et de ristourne de droits que le gouvernement met à la disposition des exportateurs permet aux entreprises de réclamer, dans les six mois suivant l'exportation, les droits et taxes payés sur les matières premières utilisées dans le processus de production. Ces exonérations et ristournes peuvent être obtenues non seulement sur les matières premières importées, mais aussi sur les taxes payées sur les installations et, dans certains cas, sur le combustible consommé au cours du processus de production.

83. Dans le cadre du système de ristourne de droits, les exportateurs sont remboursés des droits et des impôts indirects qu'ils ont payés sur les intrants importés. Les droits peuvent être remboursés de trois façons: a) ristourne au taux effectif, b) ristourne du droit théorique et c) ristourne à un taux forfaitaire. Le système du taux forfaitaire, moins complexe et plus facile à gérer, est la méthode de remboursement privilégiée. Il existe également deux autres modes de remboursement: le mécanisme de la ristourne individualisée et celui de la ristourne fixe. Dans le système de la ristourne individualisée, les droits et les impôts indirects remboursés sont ceux qui ont été payés par les entreprises, tandis que, dans le système de la ristourne fixe, les remboursements correspondent à une estimation des droits et impôts indirects entrant dans le coût de production des exportations, suivant un barème fixé à l'avance. Des problèmes de gouvernance et d'efficacité dans les opérations de dédouanement, et les régimes d'avantages fiscaux ajoutent encore aux coûts d'importation et réduisent le niveau du taux de ristourne nominal.

84. Pour réclamer leurs ristournes, les exportateurs admissibles peuvent en déposer la demande auprès du Bureau d'exonération et de ristourne de droits (DEDO), qui relève de l'Administration nationale des impôts. La Loi douanière de 1969 et la Loi sur la TVA de 1991 régissent le processus.

b) Entrepôts en douane spéciaux

85. Les entrepôts en douane spéciaux permettent aux entreprises exportant toute leur production et aux exportateurs "présumés" d'importer et de stocker des intrants en franchise de droits. Ce régime d'entrepôts est géré par l'Administration nationale des impôts, qui délivre la licence nécessaire pour ouvrir un entrepôt et surveille les stocks au moyen de carnets de passage en douane pour les importations et exportations et de tableaux préétablis d'entrées-sorties. Les entrepôts en douane spéciaux ont été un facteur essentiel du développement des exportations de vêtements du Bangladesh.

Des facilités d'entreposage en douane continuent à être mises à la disposition des branches de production dépendant des importations et orientées vers l'exportation ainsi que des exportateurs présumés. Selon la Politique d'exportation 2009-2012, l'Administration nationale des impôts doit examiner la possibilité d'accorder les facilités d'entreposage en douane à toutes les branches de production exportatrices. La réforme de la concession de licences d'entreposage en douane, mise en œuvre en mai 2008, a commencé par l'établissement de règles communes régissant les licences d'opérations sous contrôle douanier. Les règles ont simplifié les procédures relatives à la délivrance de nouvelles licences et introduit un mécanisme et des procédures uniformes pour la concession de tous les types de licences impliquant des opérations effectuées sous contrôle douanier. Les règles comportent en outre une clause de pénalité afin de réduire les pertes de recettes causées par l'utilisation abusive de l'installation en douane.

c) Avantages fiscaux

86. En vertu de l'Ordonnance de 1984 sur l'impôt sur le revenu, un abattement de 50% est prévu sur les revenus imposables issus de l'exportation. À l'instar d'autres entreprises industrielles admissibles, les entreprises à vocation exportatrice bénéficient d'une trêve fiscale de cinq à sept ans. Toutes les entreprises fabriquant des vêtements de confection qui exportent la totalité de leur production font l'objet d'un prélèvement fiscal à la source de 0,60%, si elles ne bénéficient pas d'une trêve fiscale. Ce prélèvement est censé régler la totalité de l'impôt exigible. Les établissements industriels installés au Bangladesh entre le 1^{er} juillet 1977 et le 30 juin 2012 peuvent opter pour un amortissement accéléré des machines ou des installations aux taux suivants: 50% la première année, 30% la deuxième et 20% la troisième.

87. Pour préserver la compétitivité des prix à l'exportation, des ristournes de la taxe sur la valeur ajoutée sont accordées pour un certain nombre de prestations liées à l'exportation. Par exemple, la TVA peut être remboursée pour les services de soutien à l'exportation, à savoir les services d'agents en douane, les factures de téléphone, télex, télécopie, gaz/électricité (à 80%), les primes d'assurance, les commissions/factures de l'agent maritime.

vi) Zones économiques et zones industrielles d'exportation

88. L'établissement de zones économiques au cours de la période considérée constitue une nouveauté importante. Les huit zones industrielles d'exportation du Bangladesh emploient actuellement environ 295 000 personnes; selon les estimations, les exportations totales de ces zones spécialisées se sont chiffrées à 2,8 milliards de dollars EU pendant l'exercice budgétaire 2010-2011, soit environ 17% des exportations totales, et l'investissement étranger direct total a atteint 222 millions de dollars EU. Bien que les zones industrielles d'exportation aient réussi, jusqu'à un certain point, à attirer l'investissement et à participer aux exportations, leur incidence reste modeste en ce qui concerne le volume et le type des exportations, les investissements et l'emploi. L'impact des parcs industriels de la Société des petites industries et de l'artisanat du Bangladesh (BSCIC) est encore plus limité, leur principale réalisation étant d'avoir créé 96 000 emplois.

89. Les nouvelles zones économiques devraient être un moteur primordial de la croissance économique et de la création d'emplois, et pourraient jouer un rôle fondamental dans l'accession du Bangladesh à la catégorie des pays à revenu intermédiaire avant 2021. Il est prévu qu'une fois qu'elles seront en fonctionnement, les 20 zones économiques généreront 1,5 million de nouveaux emplois et environ 85% des exportations du pays d'ici à 2021, tandis que les nouveaux investissements qu'elles attireront devraient atteindre 2,5 milliards de dollars EU. Le gouvernement met actuellement en œuvre le nouveau régime de ces zones économiques, avec le soutien de la Banque mondiale et du

Département du développement international du Royaume-Uni. L'objectif poursuivi par la mise en place des zones économiques (spéciales) de préférence aux zones industrielles d'exportation est d'encourager les entrepreneurs locaux, dès lors que ceux-ci contribuent à générer des recettes et des emplois.

a) Zones économiques

90. La Loi de 2010 sur les zones économiques du Bangladesh a été publiée pour faciliter la mise en place des zones économiques. Dans le cadre de la Loi et de son règlement d'application, les entreprises privées sont autorisées à créer et à exploiter des zones économiques en pleine propriété. Le gouvernement et les entrepreneurs privés peuvent également réaliser conjointement ces opérations dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). En vertu du projet de Règlement de 2012 sur les zones économiques du Bangladesh, le secteur privé sera autorisé à créer des infrastructures et des services, et les entreprises situées dans ces zones seront autorisées à vendre leurs produits sur le marché local ainsi qu'à les exporter.

91. La structure organisationnelle de l'Administration des zones économiques a été arrêtée définitivement, et l'élaboration des règlements pertinents est en cours. L'objectif des zones économiques est d'encourager le développement de régions peu avancées ainsi que la croissance de l'activité industrielle et agricole. La Loi prévoit uniquement l'établissement de zones économiques; la mise en place des infrastructures matérielles, des communications, de l'approvisionnement électrique et énergétique sera assurée par le gouvernement ainsi que par les promoteurs des zones. En l'absence de toute disposition contraire, les zones industrielles d'exportation existantes et les parcs industriels de la BSCIC resteront, pour le moment, en fonctionnement.

92. Le gouvernement envisage d'ouvrir cinq zones économiques en 2012-2013 pour accélérer l'industrialisation du pays. Il ne prévoit pas d'augmenter le nombre de zones industrielles d'exportation dans l'immédiat. Dans un premier temps, au moins une zone économique doit être mise en place dans chaque division pour intensifier l'industrialisation et la création d'emplois. Vingt zones de ce type seront établies dans l'ensemble du pays avant 2021. Cette démarche vise à réduire autant que possible toute discrimination entre les exploitants d'usines selon qu'ils opèrent à l'intérieur ou à l'extérieur des zones industrielles d'exportation.

93. Concernant les modalités de financement, les zones économiques peuvent être de trois types: i) les zones économiques publiques; ii) les zones économiques privées; iii) les zones économiques exploitées suivant le principe du partenariat public-privé dans le cadre duquel le gouvernement fournit le terrain nécessaire, les infrastructures et les équipements collectifs, et autorise le secteur privé à posséder, aménager et gérer la zone. Les fabricants installés dans les zones économiques seront autorisés non seulement à exporter leur production, mais également à les vendre sur le marché local, ce qui n'est pas permis dans le cas des zones industrielles d'exportation. L'idée centrale des zones économiques diffère du concept des zones industrielles d'exportation; en effet, les zones économiques offrent aux investisseurs toute liberté pour tenir compte autant des besoins du marché intérieur que de ceux du marché mondial, sans avoir à se concentrer sur les marchés d'exportation.

b) Zones industrielles d'exportation

94. Pour ce qui a trait au cadre juridique, la Loi de 1996 sur les zones industrielles d'exportation privées autorise la création de zones franches privées, c'est-à-dire de zones où les entreprises et autres installations sont construites par des investisseurs privés. L'Administration des zones industrielles d'exportation du Bangladesh (BEPZA) est l'organisme de tutelle qui approuve tous les projets se

situant dans les zones industrielles d'exportation publiques. La BEPZA fournit les infrastructures, administre les incitations fiscales, délivre les permis de travail pour les ressortissants étrangers et traite des questions de travail pour toutes les entreprises installées dans les zones industrielles d'exportation.

95. Trois types d'investissement sont autorisés dans les zones industrielles d'exportation: les entreprises à capital entièrement étranger, les coentreprises à capitaux étrangers et nationaux et les entreprises appartenant entièrement à des intérêts nationaux; toutes sont traitées de manière identique. Les entreprises industrielles implantées dans les zones franches doivent exporter 90% au moins de leur production, c'est-à-dire qu'elles peuvent vendre au maximum 10% de cette production sur le marché intérieur, après versement des droits d'importation et autres taxes. Elles peuvent en outre acheter des marchandises dans la zone tarifaire nationale.¹⁹ Les importations et exportations des zones industrielles d'exportation ne relèvent pas des réglementations en vigueur en matière d'importation et d'exportation et échappent donc aux restrictions de la politique d'importation, aux droits de douane et autres droits, ainsi qu'à la liste de contrôle. Les entreprises industrielles implantées dans les zones industrielles d'exportation bénéficient en outre d'une exonération d'impôt pendant deux ans, puis d'un abattement fiscal de 50% pendant la troisième et la quatrième année et de 25% pendant la cinquième année, depuis le 1^{er} janvier 2011.

vii) Financement, assurances et garanties des exportations

96. Selon la Banque mondiale, il a été établi que le manque de diversité du financement des opérations commerciales et des dispositions financières constituait une entrave aux échanges commerciaux dans leur ensemble et notamment à la promotion des exportations. L'apport d'un soutien au financement du commerce est particulièrement important pour réduire les risques pris par les exportateurs pendant les étapes initiales de l'activité exportatrice, ainsi que pendant les périodes d'incertitude macro-économique. La Banque mondiale considère qu'une plus grande attention devrait être accordée à la mise en place de dispositions financières destinées aux exportateurs et aux importateurs. Selon le cadre réglementaire actuel, les entreprises industrielles exportatrices opérant dans le cadre du système des entrepôts sous douane ont la possibilité d'ouvrir, pour leurs achats d'intrants, des lettres de crédit à usance adossées à une lettre de crédit d'exportation. Les lettres de crédit adossées sont généralement ouvertes de manière à ce que les importations puissent être remboursées à partir du produit des exportations réalisées. Les exportateurs peuvent disposer de crédits bancaires à un taux d'intérêt de 7% pour leurs besoins de préfinancement. La Banque du Bangladesh gère un Fonds de développement des exportations de 500 millions de dollars EU qui permet aux banques de refinancer les paiements qu'elles effectuent sur les achats d'intrants.²⁰ Le taux d'intérêt d'un prêt du Fonds de développement des exportations est égal au Libor majoré de 2,5%; les prêts accordés par le Fonds dans le cadre de ce programme sont limités à 10 millions de dollars EU par exportateur. En ce qui concerne le financement après expédition, les banques aident les exportateurs à disposer des recettes d'exportation par le biais de l'achat ou de la négociation des effets d'exportation. Dans le cadre bancaire actuel, les exportateurs jouissent d'un traitement préférentiel en matière d'accès au financement.

¹⁹ La BEPZA est chargée de délivrer un carnet de passage en douane indiquant le volume annuel de marchandises que les entreprises industrielles des zones franches sont autorisées à importer de la zone tarifaire nationale; toutefois, selon les autorités, ce carnet de passage en douane n'est pas utilisé car jugé inutile.

²⁰ Selon la Circulaire n° 25 (2009) de la Banque du Bangladesh, les banques règlent les paiements des importations sur leurs fonds propres et demandent ensuite un refinancement au Fonds de développement des exportations de la Banque du Bangladesh, lequel débloque alors les fonds. La Banque du Bangladesh ne traite pas directement avec les exportateurs.

97. Le Programme de garantie de crédit à l'exportation (ECGS), qui couvre les risques au Bangladesh liés aux crédits à l'exportation et les éventuels risques commerciaux et politiques encourus à l'étranger, est géré par la Sadharan Bima Corporation, compagnie générale d'assurance d'État. L'objectif du Programme est de renforcer la promotion des exportations et d'ouvrir de nouveaux marchés: i) en offrant des garanties aux banques pour permettre aux exportateurs d'accéder à des mécanismes de prêts plus avantageux au stade du financement avant et après expédition; ii) en proposant aux exportateurs un éventail de possibilités d'assurance du risque de crédit couvrant les pertes causées par des risques commerciaux et non commerciaux sur les marchandises vendues à crédit à des acheteurs étrangers.

viii) Promotion des exportations et aide à la commercialisation

98. Le Bureau de promotion des exportations (EPB), administré par un conseil dont les membres proviennent du secteur public et du secteur privé, est une institution semi-autonome relevant du Ministère du commerce et chargée de promouvoir les exportations au Bangladesh. Ses activités englobent en outre la formulation et le réexamen de la Politique d'exportation (y compris des incitations et des facilités à l'exportation), la diffusion des informations commerciales par le biais de son Centre d'information commerciale, la mise au point des produits destinés à l'exportation, l'organisation de foires commerciales et de programmes nationaux de formation. Au Bangladesh, l'Office des investissements, placé sous l'autorité du Bureau du Premier Ministre, est le principal organisme de promotion et de facilitation de l'investissement privé, dont l'objectif est d'accroître l'ensemble des échanges commerciaux et les exportations. L'Administration des zones industrielles d'exportation du Bangladesh (BEPZA) est l'organisme public officiel (sous l'égide du Bureau du Premier Ministre) utilisé pour promouvoir, attirer et faciliter l'investissement dans les zones industrielles d'exportation. L'Institut du commerce extérieur intervient également dans la promotion des exportations.

99. La promotion des exportations au niveau interinstitutionnel est coordonnée au moyen de réunions entre toutes les parties concernées, sous la présidence du Ministre du commerce. Par ailleurs, le Comité national de promotion des exportations, dirigé par le Premier Ministre, existe toujours et donne d'importantes recommandations après avoir réexaminé à intervalles (espacés) la situation des exportations.

100. Conformément à la Politique d'exportation 2009-2012, un Fonds de promotion des exportations (EPF) aide les producteurs/exportateurs d'articles nouveaux et non traditionnels à mettre au point des produits et à diversifier leur marché. Les autorités indiquent que l'EPF n'a pas été très efficace à ce jour. Le Fonds englobe, entre autres choses: l'apport de capital-risque à des taux d'intérêt plus faibles, ainsi que des aides pour obtenir des technologies et des consultants étrangers en vue du développement et de la diversification des produits, pour monter des missions de commercialisation à l'étranger et participer aux foires internationales, pour créer des centres de vente et d'exposition à l'étranger et agrandir les installations d'entreposage, pour participer à des programmes de formation à l'étranger concernant la mise au point et la commercialisation des produits afin d'acquérir des compétences techniques et un savoir-faire commercial et pour mener toute autre activité liée au développement des produits et des marchés. Le Fonds est géré par l'EPB.

3) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE

i) Climat des affaires et de l'investissement

101. Comme cela a été analysé plus haut, la nécessité de réformes visant à faciliter les échanges commerciaux, particulièrement dans le domaine des douanes et celui des transports, reste une contrainte majeure. La lourdeur des procédures douanières, le niveau élevé des taux de protection nominale, l'inefficacité du mécanisme de ristourne de droits, les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures portuaires, les contraintes en matière d'approvisionnement en gaz et en énergie et le coût élevé du transport sont des facteurs qui font obstacle aux exportations. Cela explique dans une très large mesure le fait que le Bangladesh ne soit pas parvenu à diversifier ses exportations dans d'autres domaines que celui des vêtements, qui représente actuellement plus des trois quarts des exportations.

102. Le Bangladesh souhaite néanmoins progresser et devenir un pays à revenu intermédiaire avant 2021. Le secteur privé a été déterminant dans la croissance économique du pays, et l'objectif d'appartenir à la catégorie des pays à revenu intermédiaire, c'est-à-dire d'obtenir un PIB par habitant de 976 dollars EU ou plus, ne sera atteint que grâce à la croissance de ce secteur. Pour y parvenir, le Bangladesh a besoin d'un environnement plus propice aux affaires, comme s'accordent à le reconnaître tous les bailleurs de fonds qui interviennent dans le pays, et le gouvernement lui-même. Le Bangladesh s'efforce d'améliorer les indicateurs Doing Business relatifs à la facilité de faire des affaires, et un dispositif consultatif multibailleur, le Fonds pour le climat d'investissement du Bangladesh (BICF) a été mis en place pour donner au gouvernement bangladais des conseils sur la création d'un meilleur environnement économique; ce Fonds concevra et mettra en œuvre des politiques, des lois et des règlements favorables aux affaires et renforcera les institutions chargées de leur application.

103. Une Commission chargée de la réforme de réglementation a été créée en 2007 avec pour mandat d'éliminer les règlements faisant double emploi et de simplifier les dispositions existantes. Cette Commission a été dissoute et l'amélioration du climat d'investissement fait partie des tâches permanentes de l'Office des investissements.

104. La quasi-totalité des 58 recommandations de la Commission ont été mises en œuvre, et notamment: simplification des systèmes de ristourne et d'exonération de droits, ainsi que du dédouanement des importations de biens d'équipement; simplification du mécanisme de concession de licences d'entreposage en douane; prépublication des lois, règles et règlements sur le site Web du gouvernement à des fins de consultation publique; mise en place en 2009 d'un mécanisme automatisé d'inscription des entreprises et amélioration de la procédure, ce qui a permis de ramener les délais nécessaires à l'inscription d'une entreprise d'environ 30 jours en 2008 à moins de sept jours, un système de traitement rapide permettant l'inscription en un jour; début des travaux en vue d'un registre électronique de l'ensemble des 174 lois et des 9 000 notifications au Journal officiel; installation de l'automatisation au bureau de douane de Chittagong, grâce à laquelle le nombre d'étapes de la procédure de dédouanement est passé de 42 à 6 et la plupart des importations sont maintenant dédouanées en trois jours (contre 32 jours en 2008), tandis que 90% des exportations sont dédouanées en moins de 24 heures (contre 32 jours en 2008); facilitation de la création d'entreprises grâce à l'élimination de la prescription d'achat de timbres adhésifs et à l'amélioration du système d'inscription en ligne; intervention des avocats dans l'inscription d'une entreprise rendue facultative, ce qui supprime une procédure et réduit le coût de 100 dollars EU; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés qui passe de 40% à 37,5%, tandis que le taux d'imposition sur les plus-values passe de 5%

à 15%; réduction de presque moitié du délai nécessaire à l'enregistrement d'une propriété, grâce aux réformes apportées au Bureau municipal de l'enregistrement des actes.

105. L'adoption récente par le gouvernement de la Loi de 2012 sur la concurrence, qui vise à maintenir et à promouvoir la concurrence, à empêcher, maîtriser ou éliminer les accords restrictifs ou les ententes entre les entreprises ou les abus de position dominante sur le marché, constitue un jalon important. Un certain nombre de grandes entreprises d'État ont contribué à instaurer un comportement anticoncurrentiel dans plusieurs secteurs, tels que ceux du jute, des textiles et du sucre. D'autres secteurs, parmi lesquels les chemins de fer, la téléphonie et d'autres services d'utilité publique, sont dominés par des monopoles. Une Commission de la concurrence sera créée et ses attributions seront définies en vertu de cette Loi.

ii) Fiscalité et incitations fiscales

106. Le système fiscal du Bangladesh se caractérise par un niveau d'imposition faible, mais en amélioration, par rapport au PIB, une dépendance relativement forte, mais en diminution, à l'égard des impôts indirects (droits de douane, TVA, droits supplémentaires, taxes d'accise, etc.) et un large recours aux exonérations spécifiques et à la généralisation des incitations fiscales, en particulier en matière d'investissement.

107. Dans la mesure où les recettes publiques sont fortement tributaires des taxes liées au commerce, on craint que la poursuite de la libéralisation tarifaire ne réduise les recettes fiscales et ait un effet sur l'équilibre budgétaire. Les autorités sont conscientes du fait que si les impôts indirects étaient appliqués de manière uniforme à la production nationale et aux importations, cela aurait à la fois pour effet de réduire les éléments défavorables aux échanges et d'accroître les recettes publiques en élargissant l'assiette fiscale. Des efforts sont en cours pour accroître les recettes provenant des impôts directs, qui constituent une autre source de recettes publiques malgré le nombre limité de contribuables.

108. Le Bangladesh a mis en place un large éventail d'incitations fiscales illimitées, notamment d'exonérations temporaires et d'abattements pour amortissements accélérés. Comme indiqué lors de l'examen précédent, il en résulte nécessairement que les taux d'imposition marginaux effectifs peuvent varier considérablement d'un secteur à l'autre. Ces variations constituent un obstacle potentiel à la répartition rationnelle des ressources nationales. En particulier, les autorités fiscales ne publient pas en anglais de renseignements détaillés sur le manque à gagner fiscal et n'évaluent pas de manière rigoureuse ni systématique l'impact et l'efficacité de ces incitations.

109. L'expérience d'autres pays semble indiquer que les incitations fiscales, en particulier les exonérations temporaires d'impôt, sont rarement rentables. La publication d'estimations du manque à gagner fiscal sous forme de comptes de dépenses fiscales selon la pratique de nombreux pays de l'OCDE ainsi que des études évaluant leur rentabilité amélioreraient grandement la transparence et contribueraient à rendre la politique fiscale bangladaise plus efficace. L'élimination des incitations non efficaces permettrait d'élargir l'assiette fiscale et, ce faisant, de réduire l'ensemble des taux appliqués ainsi que les droits de douane, sans que cela n'entraîne nécessairement une perte de recettes fiscales; le résultat serait un système fiscal davantage axé sur le marché et visant à taxer les revenus de l'investissement de manière plus neutre.

iii) Normes et autres prescriptions techniques

a) Normes

110. Le Ministère de l'industrie est chargé de diriger et de simplifier le cadre juridique, technique et institutionnel régissant les normes nationales et l'évaluation de la qualité et de la conformité. Les principales institutions dans ce domaine sont l'Institut de normalisation et d'essais du Bangladesh (BSTI) et l'Office d'accréditation du Bangladesh; il est prévu de créer un nouvel organe réglementaire dont la mission sera de faire respecter les règlements techniques obligatoires.

111. Le BSTI est l'organe national de normalisation. Il établit des normes nationales pour tous les produits, sauf les produits pharmaceutiques, veille à leur application et garantit la qualité des produits de consommation locale, d'exportation ou d'importation. Le Conseil du BSTI, qui est l'organe supérieur de prise de décisions de l'Institut, est constitué de représentants de différents ministères, de chambres de commerce, d'organisations scientifiques et d'universités. En 2012, il existe au Bangladesh 3 498 normes; parmi celles-ci, 155 sont d'application obligatoire. Les procédures d'essai et de certification relatives aux normes obligatoires sont les mêmes pour les produits nationaux et les produits importés. Dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Ordonnance de 1985 relative à l'Institut de normalisation et d'essais du Bangladesh, le BSTI élabore des normes nationales en matière de produits et de services.

112. Le Bangladesh a notifié à l'OMC son acceptation du Code de pratique prévu par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. Aucune autre notification n'a été reçue. Le BSTI est le point national d'information du Bangladesh pour les obstacles techniques au commerce (OTC). Il comprend un comité pour les affaires de l'OMC et participe aux activités des groupes de travail chargés des accords de l'OMC relevant du Ministère de l'industrie et du Ministère de l'agriculture. Le BSTI travaille à la mise en œuvre de l'Accord OTC.

113. En matière de normes et de réglementations techniques, les grands objectifs sont l'harmonisation des normes nationales avec les normes internationales et l'adoption de normes internationales. Actuellement, les normes internationales adoptées par le BSTI comprennent 1 368 normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et 163 normes de la Commission électrotechnique internationale (CEI). Le Bangladesh est membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) depuis 1974, et membre affilié à la CEI depuis 2001. Selon le gouvernement, le renforcement des capacités en matière de prévention des OTC permettra de maintenir et d'améliorer les normes et la qualité des produits manufacturés et des exportations. À cette fin, le BSTI est actuellement renforcé dans les domaines de l'assurance de qualité, de l'accréditation et de la certification.

114. Des efforts sont déployés par le Bangladesh, notamment par l'Office d'accréditation du Bangladesh qui vient de commencer ses activités, pour moderniser les infrastructures liées à la qualité et en faire des infrastructures de catégorie internationale. L'Office d'accréditation du Bangladesh a été créé en tant qu'organisme autonome en vertu des dispositions de la Loi de 2006 sur l'accréditation et fonctionne actuellement sous le contrôle administratif du Ministère de l'industrie. Il a pour tâche de mettre au point un processus d'accréditation dans le pays (encadré III.1). Au cours de la période considérée, l'Office d'accréditation du Bangladesh a élaboré des règles et des règlements dans ce domaine, et engagé un programme de sensibilisation à l'intention des parties prenantes, des milieux académiques, des laboratoires et des organes d'évaluation de la conformité.

Encadré III.1: Office d'accréditation du Bangladesh

L'Office d'accréditation du Bangladesh a été créé en novembre 2006 sous l'égide du Ministère de l'industrie par une loi approuvée par le Parlement. Cet organisme autonome a pour mandat de moderniser les infrastructures de l'assurance de qualité et les procédures d'évaluation de la conformité au Bangladesh. Il octroie l'accréditation à différents types d'organes d'évaluation de la conformité répondant aux normes internationales.

L'Office est habilité à accréditer les laboratoires d'essais et d'étalonnage (ISO/CEI-17025), les laboratoires médicaux (ISO-15189), les agences d'inspection (ISO/CEI-17021), les organismes de certification du personnel (ISO/CEI-17024) et de certification de produits (Guide ISO/CEI 65). Il est chargé de formuler les politiques et d'approuver les règles et règlements relatifs à l'accréditation, ainsi qu'à souscrire des accords de reconnaissance multilatérale avec les organismes d'accréditation régionaux et internationaux. L'Office organise des programmes de formation, des séminaires-symposiums, des essais d'aptitude; il est en outre chargé de l'harmonisation des normes.

Actuellement, les accords en matière d'accréditation sont gérés au niveau mondial par la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC), dont le siège se trouve en Australie, dans le domaine de l'accréditation des laboratoires et des organismes d'inspection, et par le Forum international de l'accréditation (IAF), basé au Canada, dans les domaines des systèmes de gestion, des produits, des services et du personnel. Ces deux organisations travaillent de concert et coordonnent les efforts visant à faire avancer les accréditations et les évaluations de la conformité dans le monde entier. Sur le logo de l'IAF figure le slogan: "Certified Once, Accepted Everywhere" (Certifié une fois, accepté partout).

L'Office a obtenu le statut de membre associé de la Coopération Asie-Pacifique pour l'agrément des laboratoires en 2007, celui de membre affilié de la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC) en 2010 et celui de membre associé de la Coopération pour l'accréditation dans le Pacifique (PAC) en 2011. Il a déjà commencé à octroyer des accréditations à certains laboratoires dans le pays, et devrait élargir ses activités dans un proche avenir, conformément à l'objectif d'un Bangladesh numérique fixé par le gouvernement en place. L'Office espère devenir membre à part entière de l'ILAC et de l'IAF dans un proche avenir, ce qui faciliterait grandement les exportations de produits bangladais sur les marchés régionaux et internationaux.

Les laboratoires, les organismes de certification et les agences d'inspection qui évaluent les produits, les systèmes de gestion et le personnel par rapport à des normes précises, les organismes d'évaluation de la conformité, examinent si les produits sont sans danger et propres à la consommation, et s'ils satisfont aux normes, aux codes de pratiques et aux prescriptions réglementaires. Les évaluations de la conformité peuvent empêcher que des produits dangereux, insalubres ou préjudiciables pour l'environnement soient mis sur le marché. L'accréditation est un outil complémentaire qui permet de garantir la crédibilité et la fiabilité des organismes d'évaluation. Les organismes d'accréditation évaluent de façon indépendante les organismes d'évaluation de la conformité au regard de normes acceptées, de manière à attester leur intégrité, leur impartialité et leur compétence. Les gouvernements, les acheteurs et les consommateurs peuvent se fier aux résultats de l'étalonnage et des essais, ainsi qu'aux rapports d'inspection et aux certifications établis dans le cadre de l'application des normes nationales et internationales.

Source: M. Helal Indhin Ahmed, Secrétaire adjoint du gouvernement, *Financial Express*, 1^{er} juillet 2012, page 6.

b) Normes sanitaires et phytosanitaires (SPS)

115. Pour ce qui a trait au cadre juridique, les normes sanitaires du Bangladesh sont régies par l'Ordonnance de 1959 sur la pureté des produits alimentaires modifiée par l'Ordonnance de 1994 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires, ainsi que par les Règles relatives à la pureté des produits alimentaires. Les normes phytosanitaires sont régies par les Règles de 1966 sur les insectes et parasites nuisibles et la Loi de 2011 sur la phytoquarantaine. La formulation de règles dans le cadre de la Loi de 2011 sur la phytoquarantaine est en cours. Les normes sanitaires et phytosanitaires relèvent également d'autres instruments juridiques, notamment des suivants: Loi de 2005 sur les maladies des animaux et Règles de 2008 relatives aux maladies des animaux, Loi de 2005 sur les animaux et les produits d'origine animale, Loi de 2010 sur les aliments pour poissons et les aliments pour animaux et Loi de 2011 sur le contrôle de l'abattage des animaux et de la qualité de la viande.

116. Les lois et règles suivantes réglementent les mesures sanitaires et phytosanitaires dans le secteur de la pêche pour le marché d'exportation et la consommation nationale: Ordonnance de 1983 sur le poisson et les produits de la pêche (inspection et contrôle qualité); Règles de 1997 concernant le poisson et les produits de la pêche (inspection et contrôle qualité), modifiée en 2008; Loi de 2010

sur les aliments pour poissons et les aliments pour animaux; Règles de 2011 relatives aux aliments pour poissons; Loi de 2010 sur les alevinières; Règles de 2011 relatives aux alevinières.

117. Les questions SPS sont gérées par le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la santé et le Ministère de la pêche et de l'élevage. Les activités de ces ministères dans le domaine sanitaire et phytosanitaire sont décrites ci-dessous de manière schématique.

Ministère de l'agriculture

118. Pour éviter l'introduction d'organismes de quarantaine ou limiter l'entrée d'organismes non de quarantaine réglementés en même temps que les importations de végétaux, de produits d'origine végétale et d'autres articles réglementés, le Ministère de l'agriculture met actuellement en œuvre un cadre réglementaire des importations par le truchement du Service de quarantaine, sous l'égide du Département de la vulgarisation agricole. Dans le cas des exportations, les prescriptions du pays importateur sont également respectées. Les activités du Ministère de l'agriculture comprennent:

- pour l'importation d'articles réglementés: a) la délivrance du permis d'importation, qui tient compte des prescriptions phytosanitaires applicables aux produits concernés; b) la conformité avec les Règles de 1966 sur les insectes et parasites nuisibles modifiées jusqu'en juillet 1989, et avec la Loi de 2012 sur la phytoquarantaine; c) les activités au point d'entrée, y compris: vérification des documents, vérification de l'intégrité de l'envoi, inspection phytosanitaire, échantillonnage, essais et traitement (si nécessaire), retenue de l'envoi;
- pour l'exportation d'articles réglementés: a) l'inspection préalable à l'exportation; b) l'échantillonnage et le traitement (si nécessaire); c) l'inspection des cultures pendant la période végétative précédant l'exportation; d) la certification de l'origine de l'expédition attestant que le lieu de production est exempt d'organismes nuisibles et situé dans une zone à faible prévalence d'organismes nuisibles.

119. Depuis 2009, le Ministère de l'agriculture met en œuvre un programme d'amélioration de la capacité en matière de quarantaine, y compris l'installation de dix laboratoires phytosanitaires pour l'identification des organismes nuisibles et des maladies et, dans certains cas, pour la détection de maladies transmises par les semences. Concernant le renforcement des capacités, un programme de formation destiné au personnel de laboratoire a été organisé, de même que des formations sur les règles et règlements régissant les contrôles sanitaires et les procédures d'inspection, à l'intention du personnel des installations de quarantaine et également des exportateurs et importateurs. Pendant la période considérée, le Ministère de l'agriculture a modifié les Règles de 1966 sur les insectes et parasites nuisibles, ce qui a conduit à l'adoption par le Parlement de la Loi de 2011 sur la phytoquarantaine.

120. Les activités relatives à la protection des végétaux au niveau national dépendent du Directeur du Service de protection phytosanitaire du Département de la vulgarisation agricole du Ministère de l'agriculture. Par ailleurs, le Service de protection phytosanitaire est l'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du Bangladesh, responsable de la mise en œuvre des normes prévues par la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

121. Le Bangladesh est doté de 26 stations de quarantaine/points d'entrée, dont trois sont situées dans trois aéroports internationaux, deux dans des ports maritimes, une dans un dépôt de conteneurs terrestre et les 19 restantes dans le même nombre de ports terrestres aux frontières. Tout végétal ou

produit d'origine végétale importé dans le pays est soumis à quarantaine. Le destinataire d'une importation de végétaux ou de produits d'origine végétale est tenu de présenter ses documents avant le dédouanement de l'expédition. Le fonctionnaire autorisé vérifie en premier lieu si le produit arrivant dans le pays satisfait aux prescriptions phytosanitaires. Si ce n'est pas le cas, l'inspecteur des services de quarantaine phytosanitaire peut renvoyer le produit à l'expéditeur, en refuser l'entrée, le détruire ou encore en autoriser l'entrée sous réserve de traitement. Tout végétal ou produit végétal, qu'il réponde ou non aux prescriptions phytosanitaires, doit être inspecté par les fonctionnaires des services de quarantaine avant le dédouanement de l'envoi.

Ministère de la santé et de la famille

122. Le Ministère de la santé et de la famille, conjointement avec d'autres ministères et organismes publics, est chargé des mesures SPS du Bangladesh. Le Ministère de la santé et le Ministère de l'élevage œuvrent ensemble à la prévention des maladies exotiques humaines et animales transmissibles par les échanges commerciaux internationaux (par exemple, des cas de grippe aviaire liés au commerce des volailles peuvent se présenter chez les personnes) et à la lutte contre ces maladies dans le pays. Le Bangladesh a adopté le Règlement sanitaire international (2005) (RSI 2005) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant le contrôle sanitaire des navires aux points d'entrée. Les procédures comprennent un contrôle du respect de l'environnement, une inspection du navire et une dératisation au point d'entrée. Le règlement est appliqué aux envois internationaux faisant intervenir le transport, le chargement et le déchargement d'articles dangereux (biologiques, chimiques, etc.) au point d'entrée. Le Ministère de la santé et de la famille travaille activement à l'évaluation des capacités de base aux points d'entrée afin d'établir avec certitude les prescriptions concernant les mesures relatives à la santé et à la sûreté.

123. L'Institut de santé publique du Ministère de la santé et de la famille répond de la qualité des produits alimentaires distribués au Bangladesh. Le Laboratoire de santé publique (LSP) est chargé de vérifier la qualité des produits alimentaires afin de protéger le consommateur contre les produits dangereux, falsifiés ou contaminés, conformément à l'Ordonnance de 1959 sur la pureté des produits alimentaires et aux Règles de 1967 relatives à la pureté des produits alimentaires. Cette ordonnance et ces règles comprennent 107 produits alimentaires notifiés dans les catégories suivantes: 1) lait et produits laitiers; 2) huiles comestibles et produits oléagineux comestibles; 3) édulcorants; 4) céréales et produits connexes; 5) féculents; 6) boissons non alcoolisées; 7) épices; 8) fruits, légumes et produits divers; 9) thé et café; 10) produits de la boulangerie et de la confiserie; 11) sels iodés; 12) produits alimentaires en conserve. Les échantillons de produits alimentaires prélevés par des inspecteurs sanitaires de différents domaines sont envoyés au Laboratoire de santé publique de l'Institut de santé publique pour essais. Si les échantillons indiquent une falsification, le Laboratoire de santé publique en fait rapport au Médecin général afin qu'une action en justice soit engagée contre le propriétaire des échantillons, conformément à l'article 44 de l'Ordonnance de 1959 sur la pureté des produits alimentaires.

124. Le Ministère de la santé et de la famille et plusieurs autres ministères et organismes publics interviennent dans le processus de formulation et de mise en œuvre des politiques commerciales et des politiques liées au commerce qui ont un rapport avec la santé humaine. À cet effet, le Ministère a pris l'initiative d'élaborer un cadre du commerce et de l'investissement définissant les rôles et les domaines de responsabilité.

Ministère de la pêche et de l'élevage

125. Les activités de ce ministère dans le domaine sanitaire et phytosanitaire concernent la pêche et l'élevage.

Élevage

126. Les laboratoires du Département des services concernant l'élevage peuvent réaliser des analyses toxicologiques limitées et des analyses microbiologiques. Ils délivrent des certificats vétérinaires internationaux pour l'exportation de produits et de sous-produits d'origine animale en tant que de besoin, et donnent également l'autorisation d'importer des poussins d'un jour et des animaux de compagnie, en se fondant généralement sur les certificats vétérinaires internationaux établis par l'autorité compétente du pays exportateur respectif et sur d'autres certificats accompagnant les envois. Le Département des services concernant l'élevage procède parfois à une inspection de l'envoi avant de délivrer l'autorisation. Ce type d'inspection est limité en raison de l'absence de stations de quarantaine vétérinaire et de l'insuffisance des effectifs du département. Les autorités indiquent que l'établissement d'un service de quarantaine vétérinaire est sur le point d'être approuvé.

127. La Loi de 2005 sur les maladies des animaux, la Loi de 2005 sur la mise en quarantaine des animaux et des produits d'origine animale et la Loi de 1974 sur la faune et la flore sauvages (Préservation) (Modification) sont les trois principaux instruments juridiques qui visent à préserver le Bangladesh du virus HPAI/H5N1 chez les animaux et qui rendent possible la lutte contre la maladie et son éradication en cas de poussée épidémique. Le Code pénal du Bangladesh, la Loi douanière de 1969 et la Loi de 1950 sur le contrôle des importations et des exportations, article 3A, permettent également d'imposer des mises en quarantaine et des interdictions à l'importation.

128. Conformément à la Loi de 2005 sur les maladies des animaux, le virus HPAI/H5N1 est une maladie à déclaration obligatoire. Selon la Loi sur la faune et la flore sauvages, le fait de tuer, de capturer, de chasser ou de commercialiser illégalement des animaux sauvages constitue un délit passible de sanction. Bien que ces instruments juridiques soient en vigueur, leur application laisse à désirer, de même que les moyens de les faire respecter. Les principaux facteurs qui limitent l'application de ces lois sont le manque de personnel ayant une formation adéquate et l'insuffisance des ressources financières. Dans l'ensemble, on peut noter, en ce qui concerne la politique relative à l'élevage, que, pour offrir des services de bonne qualité et une assurance de qualité des produits destinés à être commercialisés, il est essentiel de disposer de lois et de règles, mais que, même si certaines d'entre elles sont en vigueur, le cadre réglementaire général et les capacités de mise en œuvre restent inadéquats.

Pêche

129. S'agissant du poisson et des produits de la pêche, les normes sanitaires et phytosanitaires sont régies par l'Ordonnance de 1983 sur le poisson et les produits de la pêche (inspection et contrôle qualité) et par les Règles de 1997 concernant le poisson et les produits de la pêche (inspection et contrôle qualité) (modifiées en 2008). Suivant les prescriptions de l'Union européenne, le Département de la pêche a proposé que des modifications soient apportées aux Règles de 1997 concernant le poisson et les produits de la pêche (inspection et contrôle qualité) (modifiées en 2008), y compris la prise en compte de l'ensemble des normes SPS.

130. La Section Inspection et contrôle qualité du poisson du Département de la pêche est chargée d'inspecter le poisson et les produits de la pêche exportables. De cette section, dirigée par un Fonctionnaire scientifique principal, dépendent plusieurs équipes responsables de vérifier la qualité du

poisson et des produits de la pêche exportables sur l'ensemble de la chaîne de valeur: des matières premières dans les exploitations aux produits finis dans les usines de transformation. Le poisson et les produits de la pêche sont récoltés, rassemblés, transportés, préservés, transformés et emballés conformément aux Règles et règlements concernant le poisson et les produits de la pêche et aux normes du pays importateur. Si le produit satisfait aux normes et aux prescriptions définies par ces Règles et règlements et à ceux du pays importateur, un certificat de santé est délivré par l'autorité compétente du Département de la pêche.

131. Dans le contexte du Bangladesh, le nombre de notifications du Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF)²¹ a notablement baissé pendant la période considérée puisqu'il est passé de 50 en 2009 à sept en 2010 et à six en 2011. Aucune notification n'a été effectuée pendant le premier trimestre 2012. À la suite de nombreuses notifications du RASFF concernant la contamination de crevettes d'eau douce bangladaises (par des métabolites du nitrofurane, notamment le semicarbazide) en mai 2009, le Bangladesh a imposé une prohibition volontaire de six mois à l'exportation de ce produit vers les marchés de l'Union européenne. Après avoir adopté une série de mesures correctives et vérifié l'origine de la contamination, le gouvernement a décidé de lever cette prohibition en décembre 2009. Par ailleurs, le gouvernement, avec le soutien du Département de la pêche, de l'Association des exportateurs d'aliments surgelés, du Conseil de promotion des entreprises du secteur des produits de la pêche, de l'Institut mixte de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la nutrition (JIFSAN) et d'autres parties prenantes, a pris un certain nombre de mesures pour interdire toute contamination des crevettes et du poisson. Actuellement, des essais préalables aux exportations de poisson, de crevettes et de produits de la pêche sont effectués dans quatre laboratoires de Dacca, Khulna et Chittagong.

132. Un certain nombre d'exportations d'importance décisive pour le Bangladesh tireraient profit de la formulation et de l'application de normes claires. Les normes que doivent respecter les produits alimentaires et pharmaceutiques exportés vers les marchés régionaux et les marchés à revenus élevés sont exigeantes. Les possibilités de croissance des exportations de crevettes et d'autres produits surgelés vers les marchés de l'Union européenne dépendent également de l'élaboration de normes SPS applicables à ces produits. La capacité d'inspection du Département de la pêche et la capacité du secteur privé d'appliquer les normes requises et de satisfaire aux exigences de l'Union européenne en matière sanitaire et phytosanitaire ont une incidence sur les exportations de ces articles.

133. Le Bangladesh a été confronté à des difficultés persistantes pour satisfaire aux normes applicables à ses exportations de poisson, en particulier vers le marché de l'Union européenne, principal importateur de crevettes bangladaises (avec près de 50% des exportations). À la suite d'un embargo qui a frappé pendant cinq mois, en 1997, les importations de crevettes congelées bangladaises en UE, en raison du non-respect des règlements relatifs à l'analyse des risques aux points critiques (HACCP), les exportateurs et le gouvernement ont réalisé d'importants investissements en infrastructures afin de garantir la conformité avec les principes du système HACCP dans le secteur des crevettes d'exportation. Des programmes de formation ont été mis sur pied pour atteindre la conformité avec les normes techniques et sanitaires internationales, et les activités d'inspection sanitaire ont été renforcées.

²¹ Le RASFF a été créé pour donner aux autorités de l'Union européenne chargées du contrôle des produits alimentaires et des aliments pour animaux un outil efficace permettant d'échanger des renseignements sur les mesures prises pour répondre à des risques graves dans ces domaines.

c) Prescriptions d'étiquetage

134. Pour protéger les intérêts des consommateurs et maintenir un système d'étiquetage uniforme, le gouvernement a promulgué en 2007 les Règles du Bangladesh relatives aux normes en matière de poids et mesures (denrées emballées), en vertu de l'Ordonnance de 1982 relative aux normes en matière de poids et mesures. En conséquence, les déclarations suivantes doivent figurer sur chaque emballage: noms et adresses du fabricant et du conditionneur, dénomination commune ou appellation générique du produit avec tous les ingrédients, poids net, date de fabrication et date de péremption, prix de vente au détail du paquet.

iv) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

135. Comme cela a été analysé à l'occasion des deux derniers examens, il existe au Bangladesh un cadre juridique en matière de propriété intellectuelle datant de l'époque qui a précédé l'indépendance. Le gouvernement s'emploie activement à mettre à jour et à moderniser ces textes afin de les rendre plus efficaces et plus adaptés aux besoins actuels du pays; les lois sont progressivement mises en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et avec d'autres engagements internationaux; ce faisant, l'accent est mis de plus en plus sur l'intégration de la réforme et la mise à jour des lois relatives à la propriété intellectuelle ainsi que sur la gestion de ces lois dans les stratégies de développement social et économique du pays. L'importance de la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans le cadre du développement industriel et du renforcement de la capacité technologique²² a été reconnue pour la première fois dans la Politique industrielle nationale de 2010. Une certaine attention a également été réservée au soutien des secteurs créatifs basés sur le design ainsi qu'à la nécessité de l'adoption de marques pour les produits locaux tels que les textiles.²³

136. Cette orientation politique – à savoir la prise en compte des priorités du développement national parallèlement à la mise en œuvre des normes internationales en matière de propriété intellectuelle – a été réaffirmée dans la présentation faite par le Bangladesh au Conseil des ADPIC de ses besoins prioritaires en matière de coopération technique et financière, dans laquelle le pays admet la nécessité d'élaborer une politique en matière de propriété intellectuelle, de renforcer le cadre juridique existant et d'encourager le renforcement des capacités par des investissements dans des infrastructures institutionnelles et administratives, et par des programmes de formation à l'intention des décideurs, des organismes d'exécution et des utilisateurs.²⁴ En répertoriant les besoins prioritaires du pays, cette communication décrit dans les grandes lignes un certain nombre des grands intérêts qui conditionnent l'élaboration de la politique de la propriété intellectuelle, y compris l'insuffisance des efforts du secteur privé en matière de recherche et sa dépendance vis-à-vis des instituts de recherche du secteur public, ce qui réduit le potentiel d'innovation et de création et se répercute sur les secteurs industriels les plus importants tels que le jute, la confection et les produits pharmaceutiques. L'insuffisance des transferts de technologie et des liens institutionnels entre les établissements de

²² Ministère de l'industrie (2010). Il est indiqué par exemple que: "Des mesures de tous types seront prises pour développer et faire connaître la propriété intellectuelle dans le cadre de la création et de la diffusion des œuvres intellectuelles." (Ministère de l'industrie, 2010, chapitre 12: Technologie industrielle, paragraphe 12.3)

²³ Besoins prioritaires en matière de coopération technique et financière, communication du Bangladesh, document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010 (désigné ci-après par sa cote IP/C/W/546), requise dans le document de l'OMC IP/C/40 du 30 novembre 2005, pages 9 et 14. Voir également le programme relatif à l'artisanat et à la mode dans la revue du Forum du commerce international, "Brac-Aarong: Financer et promouvoir les industries créatives", numéro 3/2009. Adresse consultée: <http://www.intracen.org/Brac-Aarong-Financer-et-promouvoir-les-industries-cr%C3%A9atives/>.

²⁴ Document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010.

recherche nationaux et les partenaires internationaux est également signalée, la recherche agricole constituant cependant une exception notable à cette situation. En tant que PMA, le Bangladesh s'est vu accorder un délai, prolongé jusqu'en juillet 2013, pour la pleine mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC, autres que celles liées au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée.²⁵ Le Bangladesh bénéficie également de la décision du Conseil des ADPIC, prorogeant jusqu'en 2016 la période de transition pendant laquelle les PMA ne sont pas tenus d'assurer la protection des brevets et des renseignements non divulgués concernant les produits pharmaceutiques.²⁶

137. La législation actuelle relative à la propriété intellectuelle date en grande partie de l'époque qui a précédé l'indépendance (tableau III.10). En 2008, la Commission européenne et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ont lancé un programme sur trois ans visant à moderniser les lois du Bangladesh relatives à la propriété intellectuelle et à soutenir les efforts du pays pour maximiser les effets favorables de la protection de la propriété intellectuelle sur le développement économique, social et culturel du pays. Le projet prévoyait, entre autres choses, de moderniser les établissements chargés de l'administration de la propriété intellectuelle en vue d'une prestation de services efficace, et de promouvoir la sensibilisation à l'égard de la propriété intellectuelle dans des secteurs clés tels que les universités, les établissements de recherche-développement, les PME, les industries créatives et les milieux d'affaires. Il proposait également de renforcer l'éducation et l'enseignement dans le domaine de la propriété intellectuelle par la mise à disposition de bourses, l'élaboration de cours et l'établissement de liens avec les programmes d'apprentissage à distance de l'OMPI. Le budget de ce projet s'élevait à 1 220 000 euros, dont 1 100 000 euros correspondaient à la contribution de l'UE.²⁷ Le projet s'est achevé au milieu de l'année 2011.

Tableau III.10

Durée de protection des droits de propriété intellectuelle au Bangladesh, janvier 2012

DPI	Législation principale	Durée de la protection	Durée minimale de la protection conformément à l'Accord sur les ADPIC	Commentaires
Droits d'auteur	Loi de 2000 sur le droit d'auteur; Règlement de 2006 sur le droit d'auteur	Vie de l'auteur plus 60 ans	Vie de l'auteur plus 50 ans	
Droits connexes		50 ans à compter de la fin de l'année civile de l'exécution ou de la fixation; 25 ans à compter de la fin de l'année civile de la radiodiffusion	50 ans à compter de la fin de l'année civile de l'exécution ou de la fixation; 20 ans à compter de la fin de l'année civile de la radiodiffusion	
Brevets	Loi de 1911 sur les brevets et modèles, et Règles de 1933 concernant les brevets et les dessins et modèles	16 ans à compter de la date de dépôt de la demande; renouvelable pour cinq ou dix ans sur demande	20 ans minimum à compter de la date du dépôt	Les modifications prévoient jusqu'à 20 ans. Projet de loi en cours de révision

²⁵ Décision du conseil des ADPIC du 29 novembre 2005, Prorogation de la période de transition au titre de l'article 66:1 pour les pays les moins avancés Membres (document de l'OMC IP/C/40 du 30 novembre 2005). Lors de la Conférence ministérielle de décembre 2011 de l'OMC, le Conseil des ADPIC avait été invité "à prendre pleinement en considération une demande dûment motivée présentée par les pays les moins avancés Membres en vue de la prorogation" de cette période de transition.

²⁶ Décision du Conseil général du 8 juillet 2002 (document de l'OMC WT/L/478 du 12 juillet 2002).

²⁷ Conseil des ADPIC, activités de coopération technique: renseignements fournis par les Membres – Communautés européennes (document de l'OMC IP/C/W/539/Add.7 du 24 février 2010), page 12. Le montant peut avoir été ajusté à 1,6 million d'euros, comme indiqué dans le document IP/C/W/546, paragraphe 31.

DPI	Législation principale	Durée de la protection	Durée minimale de la protection conformément à l'Accord sur les ADPIC	Commentaires
Dessins et modèles industriels	Loi de 1911 sur les brevets et modèles, et Règles de 1933 concernant les brevets et les dessins et modèles	Cinq ans; renouvelable pour deux périodes successives de cinq ans	Dix ans	
Indications géographiques	Aucune	Aucune	Aucune limite	Projet de loi en cours d'élaboration
Marques de fabrique ou de commerce	Loi de 2009 sur les marques et Règles de 1963 concernant les marques	Sept ans à partir de la date d'enregistrement; renouvelable pour des périodes de dix ans	Au moins sept ans; renouvelable indéfiniment	
Configurations de circuits intégrés	Aucune	Aucune	Dix ans à compter de la date de la première exploitation commerciale	Les modifications prévoient 15 ans. Projet de loi non encore distribué
Renseignements non divulgués	Aucune	Aucune	Aucune durée n'est précisée	

Source: Secrétariat de l'OMC, à partir de renseignements communiqués par les autorités du Bangladesh.

138. Le Bangladesh est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle depuis 1985. Il a adhéré à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle en 1991 et à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques en 1999. L'adhésion à d'autres traités internationaux (tels que le Traité de coopération en matière de brevets, le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes) est encore en cours d'examen.

139. Pendant la période considérée, le Bangladesh est devenu signataire du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, en septembre 2011. Le Protocole de Nagoya est important pour les travaux d'analyse des rapports entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique que réalise le Conseil des ADPIC. Ces travaux ont été entrepris dans le cadre du mandat défini par les dispositions de la Déclaration ministérielle de Doha en 2001 et renouvelé dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005, relatif aux "questions de mise en œuvre en suspens" signalées par les pays en développement.

140. Bien que les PMA soient actuellement exonérés des prescriptions en matière de notification au titre de l'Accord sur les ADPIC, le Bangladesh a notifié des modifications de son régime du droit d'auteur au Conseil des ADPIC en 2008; cette notification était la deuxième présentée par le pays.²⁸

a) Propriété industrielle

141. Les marques de fabrique ou de commerce constituent, de loin, le principal droit de propriété industrielle utilisé au Bangladesh, du point de vue du nombre de demandes déposées, particulièrement par les résidents. Dans la présente section, les brevets, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les indications géographiques sont abordés de façon séparée, comme dans les précédents examens.

²⁸ Document de l'OMC IP/N/1/BGD/2 du 11 avril 2008; voir également le document de l'OMC IP/N/1/BGD/1 du 24 juin 2002.

Brevets

142. La protection des brevets et des dessins et modèles industriels est prévue par la Loi de 1911 sur les brevets et modèles et les Règles de 1933 concernant les brevets et les dessins et modèles. La Direction des brevets, des dessins et des marques a annoncé que l'analyse approfondie d'un nouveau projet de loi de 2012 sur les brevets et d'un nouveau projet de loi de 2012 sur les dessins et modèles industriels était en cours dans ses services. Ces projets de lois devraient être achevés et adoptés dans les délais prescrits par l'Accord sur les ADPIC. Selon les autorités, la période de protection prévue dans le projet de loi sur les brevets est portée à 20 ans au lieu de 16 ans, les brevets relatifs aux produits agrochimiques ne seront pas accordés avant le 30 juin 2013, et les brevets concernant les produits pharmaceutiques ne seront pas délivrés avant le 1^{er} janvier 2016. La Loi de 2012 sur les dessins ou modèles industriels a été examinée par la Direction des brevets, des dessins et des marques et doit encore être transmise au Ministère de l'industrie afin de recueillir les observations des parties prenantes. Le nouveau projet donne la possibilité de publier une invitation à former une opposition au dessin industriel faisant l'objet de la demande de brevet, et comprend également une disposition permettant au détenteur enregistré du dessin ou du modèle industriel de déposer une demande de renouvellement même après l'expiration du délai prévu.

143. En vertu de la Loi de 1911 sur les brevets de modèles, héritée de l'époque coloniale, des brevets sont accordés pour toute invention quelle qu'elle soit, y compris les composés chimiques et les compositions pharmaceutiques ou les nouveaux procédés de fabrication de ces produits. Les inventions jugées contraires au droit national ou à la moralité publique, et les formes de vie telles que les végétaux ne sont pas protégées. Selon les autorités, seuls les compositions pharmaceutiques et les nouveaux procédés de fabrication des composés chimiques sont protégés.

144. Dans le droit fil de la flexibilité accordée aux PMA jusqu'à 2016 en vertu de la Décision du Conseil général de 2002²⁹, la Direction des brevets, des dessins et des marques a suspendu par une ordonnance administrative publiée en 2008 la délivrance de brevets pour les produits pharmaceutiques. Comme les autres PMA, le Bangladesh doit avoir mis en place une "boîte aux lettres" en application de l'article 70:8 de l'Accord sur les ADPIC. Il a été indiqué que cette condition a été respectée. Toutefois, la suspension administrative et la "boîte aux lettres" doivent être incorporées dans la loi, ce qui, d'après les autorités, a été réalisé pour les produits pharmaceutiques et les composés agrochimiques.³⁰ Selon les renseignements obtenus, le Ministère de l'agriculture a élaboré un projet de loi concernant la protection des variétés végétales et des droits des agriculteurs; ce projet de loi est en instance d'approbation.³¹

145. Les données statistiques fournies par l'OMPI indiquent qu'entre 1998 et 2010, le nombre de demandes de brevet déposées par des résidents et des non-résidents bangladais a augmenté (tableau III.11). Comme on peut s'y attendre dans tous les pays importateurs nets de technologie, le nombre de demandes de brevet déposées par des non-résidents est largement supérieur à celui des

²⁹ Décision du Conseil général du 8 juillet 2002 (document de l'OMC WT/L/478 du 12 juillet 2002).

³⁰ Document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, page 10. Les pays assujettis à une période de transition sont néanmoins tenus, en vertu de l'article 70:8 de l'Accord sur les ADPIC de prévoir un moyen de déposer des demandes de brevet d'invention. Il n'est pas nécessaire que la brevetabilité de ces demandes soit évaluée avant que le pays ne commence à appliquer la protection conférée par les brevets dans ce domaine. Toutefois, le moment venu, la demande doit être examinée au regard de la technique qui avait été divulguée préalablement au dépôt de la demande (autrement dit, il est nécessaire d'évaluer si l'invention était "nouvelle" à cette première date). Si la demande est retenue, la protection doit être accordée au produit par brevet pour le reste de la période de validité du brevet, à compter de la date de dépôt de la demande.

³¹ Document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, page 12.

demandes déposées par des résidents. Il convient toutefois de signaler qu'en 2010 les résidents ont déposé environ 15% du total des demandes, ce qui est une proportion importante pour un PMA, même si la base est faible. Le gouvernement du Bangladesh indique que l'absence d'inventions déterminantes est due principalement à un manque d'investissement adéquat dans le domaine de la recherche et du développement, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, à l'exception peut-être du secteur agricole.³² Les chiffres que les autorités ont fournis par la suite montrent que, en 2011, 11 645 demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce, 1 297 demandes d'enregistrement de dessins et de modèles et 306 demandes de brevet ont été déposées.

Tableau III.11

Demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce, de dessins et modèles industriels et de brevets, et brevets délivrés, 1998 et 2005/10

	1998	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce							
Résidents	3 204	3 372	5 171	5 002	0	7 447	7 857
Non-résidents	1 351	1 252	1 280	3 230	0	1 859	2 374
Total	4 555	4 624	6 451	8 232	0	9 306	10 231
Demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels							
Résidents	649	900	1 040	748	473	954	853
Non-résidents	33	107	60	71	38	38	43
Total	682	1 007	1 100	819	511	992	896
Demandes de brevet							
Résidents	32	50	22	29	60	51	55
Non-résidents	184	294	288	270	278	227	287
Total	216	344	310	299	338	278	342
Brevets délivrés							
Résidents	14	21	16	27	1	27	20
Non-résidents	126	161	146	269	36	104	79
Total	140	182	162	296	37	131	89

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de données de l'OMPI.

146. Pour ce qui concerne les secteurs technologiques concernés, plus de la moitié des demandes de brevet déposées relève des domaines de l'optique, des produits pharmaceutiques, de l'écotechnologie et de la biotechnologie.³³ La prédominance des secteurs pharmaceutique et biotechnologique dans les dépôts de demandes de brevet n'est pas surprenante. Le gouvernement a récemment publié un projet de plan d'action relatif à la biotechnologie industrielle pour stimuler ce secteur dont les effets se font sentir dans de nombreux domaines, y compris ceux des technologies de l'environnement et de la santé.³⁴ Ce plan d'action et un projet de Feuille de route stratégique pour la mise en œuvre de la politique concernant les biotechnologies de 2012³⁵ abordent tous deux la

³² Document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, page 2, paragraphes 6 à 8.

³³ Renseignements en ligne de l'OMPI, "Statistiques de propriété intellectuelle par pays: Bangladesh (dernière mise à jour, décembre 2011)".

Adresse consultée: http://www.wipo.int/ipstats/fr/statistics/country_profile/.

³⁴ Ministère de l'industrie (non daté).

³⁵ Ministère de la science, de l'information et de la communication (2011). Document devant être présenté au groupe spécial national sur la biotechnologie pour approbation définitive.

propriété intellectuelle dans le contexte plus large des avantages qui peuvent découler d'un renforcement de la capacité de recherche.

147. Le Bangladesh se distingue comme le seul PMA doté d'une capacité de production non négligeable dans le secteur pharmaceutique. Le pays exporte d'ailleurs un large éventail de produits pharmaceutiques. Le montant de ces exportations était de 27 millions de dollars EU en 2010; il a atteint jusqu'à 47 millions de dollars EU en 2008 alors qu'il était seulement de 4 millions de dollars EU en 2001. Toutefois, les importations de ces produits ont également augmenté, passant de 125 millions de dollars EU en 2001 à 389 millions de dollars EU en 2010.³⁶ Bien que les estimations disponibles diffèrent en ce qui concerne l'importance globale du marché intérieur des produits pharmaceutiques, il semble improbable que, pour citer un avis, plus de 95% des besoins du Bangladesh en ces produits soient satisfaits par des entreprises nationales³⁷, ou que sur les dix premières compagnies pharmaceutiques du pays seule une soit une entreprise étrangère: Sanofi-Aventis.³⁸ On a affirmé que de grandes entreprises nationales comme Square, Beximco et Incepta avaient élargi leurs portefeuilles de produits pour y inclure une palette de classes thérapeutiques, de formes galéniques et de produits spécialisés à forte intensité technologique.³⁹ Cependant, il est peut-être plus prudent d'affirmer que le Bangladesh a principalement la capacité de fabriquer des composés provenant d'ingrédients pharmaceutiques actifs, et que les quelques entreprises capables de fabriquer ces ingrédients à partir de rien peuvent avoir obtenu ces technologies d'entreprises indiennes.⁴⁰ Les exportations de ces grandes entreprises elles-mêmes peuvent être très faibles: moins de 5% de la production totale.⁴¹ Compte tenu de l'exonération accordée jusqu'en 2016 aux PMA pour la mise en œuvre de la protection par brevet des produits pharmaceutiques dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, les laboratoires bangladais ont la possibilité de devenir des exportateurs encore plus importants de médicaments génériques vers les pays dont la capacité de production pharmaceutique est inférieure à leurs besoins.⁴²

148. Toutefois, s'il est vrai que la prorogation de l'Accord sur les ADPIC viendra à échéance en 2016, il importe de noter que des mesures pourraient être prises pour que l'industrie pharmaceutique nationale reste viable au-delà de cette période. L'investissement dans le transfert technologique, en particulier dans la mise en place de capacités de production d'ingrédients pharmaceutiques actifs, est essentiel pour que l'industrie pharmaceutique bangladaise poursuive sa croissance et reste compétitive, de manière à maintenir les prix à un bas niveau lorsque les entreprises étrangères commenceront à déposer des demandes de brevet, à la fin de la période de dérogation. Les entreprises peuvent appliquer différentes stratégies: soutenir la concurrence sur le marché international des produits génériques à faible coût, se concentrer sur le marché intérieur, ou aussi mettre en place au niveau national une base plus vigoureuse d'innovation et d'adaptation technologique en vue d'exporter, à terme, des produits d'une valeur plus élevée: chacune de ces options semble réalisable si les politiques adéquates sont appliquées.

³⁶ Extrait de la base de données statistiques de l'OMC. Adresse consultée: <http://stat.wto.org/StatisticalProgram/WSDBViewData.aspx?Language=F>.

³⁷ Azam et Richardson (2010).

³⁸ Hassan (2008).

³⁹ *Dinar Standard*, "Beximco Pharmaceuticals leads Bangladeshi Pharmaceutical Exports", 5 octobre 2009. Adresse consultée: <http://dinarstandard.com/oic-trade/beximco-pharmaceuticals-leads-the-way-for-bangladeshi-pharmaceutical-exports/> (dernière consultation le 30 janvier 2011).

⁴⁰ Sampath (2007), pages 19 et 20.

⁴¹ *Ibid*, page 37.

⁴² Hassan (2008).

149. À la différence des brevets, les demandes de protection des dessins et modèles industriels semblent provenir en très grande majorité de résidents locaux. Les PME représentent plus de 96% de l'ensemble des entreprises du Bangladesh et sont apparemment d'importantes utilisatrices du système de propriété intellectuelle.

150. Le Bangladesh possède un secteur textile assez considérable, susceptible de devenir un utilisateur important de la protection des dessins et modèles industriels et d'autres types de propriété intellectuelle. Le pays a tenu en 2010 sa première Conférence internationale sur les textiles et vêtements (ICTA), axée sur l'innovation et le partage des connaissances en matière de technologies des textiles. Les initiatives de cette sorte, qui stimulent la capacité d'innovation dans les secteurs clés, peuvent garantir une croissance durable du secteur, même après la période de transition réservée aux PMA.⁴³ Il est essentiel d'assurer la durabilité grâce au transfert technologique, et également d'améliorer la capacité d'absorption.

Marques de fabrique ou de commerce

151. Les marques de fabrique ou de commerce sont protégées par la Loi de 2009 sur les marques, récemment adoptée (en remplacement de la Loi de 1940 du même nom) et par les Règles de 1963 concernant les marques. Selon les autorités, cette nouvelle législation met le régime de marques de fabrique ou de commerce en conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. La modification la plus notable apportée par cette loi est l'introduction de la protection des marques de services. Le secteur des services, qui intervient pour plus de la moitié du PIB national et affiche depuis dix ans un taux de croissance régulier, devient progressivement le pivot de l'économie bangladaise. La protection des marques de services constitue un progrès considérable qui devrait favoriser non seulement les grands fournisseurs de services, porteurs de marques reconnaissables, mais également les fournisseurs locaux. Ainsi, l'entreprise nationale de télécommunications, Grameenphone, a adopté en 2006 le même logo que celui de sa société mère, Telenor, dans le but de profiter d'une identité de marque positive.⁴⁴ La protection de marques notoirement connues et l'enregistrement de marques collectives ont également été inscrits dans la loi.

152. L'Office des marques accepte les demandes d'enregistrement de marques de services depuis le 15 février 2008. Ces demandes peuvent être déposées dans le cadre de la 10^{ème} édition de la Classification de Nice pour les services, c'est-à-dire dans les classes 35 à 45.⁴⁵ En vertu des nouveaux textes, les demandes d'enregistrement de toutes les marques de fabrique ou de commerce doivent être déposées auprès de l'Office d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, qui dépend du Ministère de l'industrie. Après examen, elles sont publiées dans le *Bulletin des marques de fabrique ou de commerce*. En l'absence de contestation, un certificat d'enregistrement est délivré après un délai de 150 jours ouvrés, au titre de l'article 20 3) de la Loi de 2009 sur les marques. Une fois la marque enregistrée, le titulaire a le droit exclusif de l'utiliser pendant une période de sept ans, renouvelable pour plusieurs périodes supplémentaires de dix ans (moins que les 15 ans autorisés précédemment).

⁴³ *Bangladesh Textile Today*, "A New Era of Knowledge Based Textile-Garment Community Starts", 2010. Adresse consultée: <http://www.textiletoday.com.bd/index.php?pid=magazine&id=27>.

⁴⁴ Communiqué de presse de la Grameenphone, "Grameenphone launches new, refreshed logo", 16 novembre 2006. Adresse consultée: <http://www.grameenphone.com/about-us/media-center/press-release/2006/179/grameenphone-launches-new-refreshed-logo> (dernière consultation le 27 janvier 2012).

⁴⁵ La classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (Classification de Nice) a été créée par l'Arrangement de Nice (1957). Le Bangladesh fait partie des pays qui utilisent la classification de Nice bien qu'ils ne soient pas parties à l'Arrangement. (Renseignements en ligne de l'OMPI. Adresse consultée: <http://www.wipo.int/classifications/fulltext/nice/ennpre.htm>. Dernière consultation le 30 janvier 2012)

153. Les autorités ont également indiqué qu'un projet de Règles de 2011 concernant les marques devait être envoyé incessamment au Ministère du droit, de la justice et des affaires parlementaires pour examen. Il sera ensuite présenté à la Division du Cabinet pour approbation.

Indications géographiques

154. Bien qu'il n'existe actuellement aucun texte législatif en rapport avec la reconnaissance et la protection des indications géographiques, un projet de Loi de 2011 (en bengali) sur les indications géographiques peut être consulté sur le site Web du Ministère de l'industrie⁴⁶, dans l'attente des observations des parties intéressées et de l'approbation du Parlement.

155. Le projet de loi pourrait ouvrir la voie pour que le Bangladesh bénéficie de la protection des indications géographiques, particulièrement dans des domaines comme les produits agricoles et alimentaires, les textiles et le cuir. Le fait que le Bangladesh ne possède pas actuellement de régime des indications géographiques est susceptible de placer le pays dans une situation désavantageuse par rapport aux pays voisins, tels que l'Inde, qui ont mis en place des cadres relatifs aux indications géographiques⁴⁷, d'autant plus que l'article 24:9 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres de l'OMC ne sont pas tenus de respecter et de protéger des indications géographiques qui ne sont pas protégées dans leur pays d'origine.⁴⁸

b) Droit d'auteur et droits connexes

156. Le droit d'auteur est protégé par la Loi de 2000 sur le droit d'auteur telle que modifiée par la Loi de 2005 sur le droit d'auteur (modification). Pendant la période écoulée depuis le dernier examen, le Règlement de 2006 sur le droit d'auteur a remplacé le Règlement de 1967. Les principales modifications sont les suivantes: inclusion de définitions (loi, société du droit d'auteur, registre, etc.); inclusion d'une disposition relative à la demande d'enregistrement d'une société du droit d'auteur dans la deuxième liste; disposition concernant l'augmentation des droits à payer au titre du droit d'auteur dans la deuxième liste. En vertu du cadre juridique actuel, la durée de la protection du droit d'auteur en ce qui concerne les œuvres publiées littéraires, théâtrales, musicales et artistiques équivaut à la durée de vie plus 60 ans (50 ans auparavant); dans le cas des films, des disques, des œuvres publiques, des œuvres d'organisations internationales et des photographies, la durée de protection est de 60 ans à compter de l'année de la première publication; dans le cas des émissions radiodiffusées, la durée de protection est de 25 ans à compter de l'année de la première fixation (c'est-à-dire de l'inscription sur un support physique).⁴⁹

⁴⁶ Disponible uniquement dans la langue du pays dans les renseignements en ligne du Ministère de l'industrie. Adresse consultée: http://www.moind.gov.bd/index.php?option=com_content&task=view&id=525&Itemid=588 (dernière consultation le 26 janvier 2012).

⁴⁷ Voir par exemple la controverse produite par la protection par l'Inde des indications géographiques des saris Jamdani, des broderies Nakshi Katha et des mangues de Fazli (*Financial Express*, "Commerce ministry to start formalities". Adresse consultée: http://www.thefinancialexpress-bd.com/more.php?news_id=109932&date=. Dernière consultation le 23 janvier 2012).

⁴⁸ "Il n'y aura pas obligation en vertu du présent accord de protéger des indications géographiques qui ne sont pas protégées dans leur pays d'origine ou qui cessent de l'être, ou qui sont tombées en désuétude dans ce pays." Accord sur les ADPIC, article 24:9.

⁴⁹ Il est intéressant d'observer l'interrelation entre la règle de réciprocité du droit d'auteur dans le cadre de la Convention de Berne et l'allongement des périodes de protection du Bangladesh au-delà des normes minimales prévues par l'Accord sur les ADPIC. Les pays tels que l'Inde, voisin du Bangladesh et Membre de l'OMC, qui ont également adopté une période de protection de 60 ans, ont la possibilité d'appliquer uniquement la durée de protection moins longue du pays étranger, aux œuvres qui proviennent de pays ayant adopté une

157. La Loi de 2005 sur le droit d'auteur (modification) couvre notamment l'utilisation ou la reproduction totale ou partielle de tout programme d'ordinateur ainsi que de toute technologie ou tout système mécanique, électromécanique, électrique, magnétique, électromagnétique, numérique, optique ou autre de traitement de l'information.

158. Comme l'indique la Convention de Berne, la protection du droit d'auteur au Bangladesh s'applique automatiquement lors de la création d'une œuvre susceptible de bénéficier d'une protection. En conséquence, l'enregistrement des droits d'auteur reste facultatif; ceux qui souhaitent les enregistrer peuvent en faire la demande auprès de l'Office du droit d'auteur, lequel dépend du Ministère des affaires culturelles. Le certificat d'enregistrement est délivré dans un délai de 37 jours.

159. Le Bangladesh est connu dans le Sud asiatique et dans le monde entier pour sa créativité en matière de littérature, de musique et d'art contemporain. Comme cela a déjà été reconnu, la culture artistique de ce pays pourrait tirer des avantages notables d'un régime de droit d'auteur rigoureux. De fait, des allégations de vol de musique bangladaise ont été soulevées dans le passé, et les Membres de l'OMC disposent de recours juridictionnels dans ce genre d'affaire.⁵⁰ L'art contemporain bangladais a également attiré l'attention ces dernières années.⁵¹ En 2007-2008, les exportations d'œuvres d'art du Bangladesh ont dépassé 400 millions de taka et se sont classées au 21^{ème} rang des produits d'exportation pour cette période.⁵² On a toutefois observé que l'absence d'un cadre réglementaire effectif a été, jusqu'à une époque récente, préjudiciable aux activités liées au droit d'auteur.⁵³ Une étude financée par l'OMPI a fait valoir les avantages d'une protection plus appropriée des expressions culturelles traditionnelles, y compris les œuvres musicales, les objets d'artisanat et les textiles.⁵⁴ Le gouvernement bangladais a approuvé un projet d'un coût de 3 millions de dollars EU pour renforcer l'Office du droit d'auteur; par ailleurs, l'UNICEF a accepté d'octroyer une subvention de 26 000 dollars EU pour la diffusion des connaissances en matière de propriété intellectuelle.⁵⁵

c) Moyens de faire respecter les droits

160. Le gouvernement du Bangladesh reconnaît que l'encouragement à l'innovation et à la création, le développement technologique, la promotion de la concurrence loyale et la protection des droits des consommateurs dépendent dans une large mesure du respect des droits de propriété intellectuelle.

période de protection plus courte que la leur. En allongeant sa période de protection, le Bangladesh garantit aux œuvres une protection prolongée dans les pays où s'applique cette règle.

⁵⁰ Voir l'étude de cas suivante sur les renseignements en ligne de l'OMC: "Faire face aux défis que comporte la participation à l'OMC: Étude de cas 3 – Rock 'n Roll in Bangladesh: Protecting Intellectual Property Rights in Music". Adresse consultée: http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/casestudies_f/case3_f.htm. Publié postérieurement dans OMC (2005).

⁵¹ Des artistes bangladais ont reçu des médailles olympiques dans le domaine des beaux-arts aux Olympiades de Beijing, en 2008. De plus, les artistes bangladais ont exposé leurs œuvres dans des galeries et des expositions prestigieuses dans le monde entier, y compris par exemple à la Biennale de Venise. Pour plus de détails, voir les renseignements en ligne de World Fine Art. Adresse consultée: <http://www.worldfineart.com/Saleem2/>; New Age, "Portrait of a nature artist". Adresse consultée: <http://newagebd.com/newspaper1/timeout/27615.html>; et Pavillon du Bangladesh, renseignements en ligne de la Biennale de Venise de 2011. Adresse consultée: <http://www.venicebiennale-bangladeshpavilion.org/> (dernière consultation le 30 janvier 2012).

⁵² Voir Office de la statistique du Bangladesh (2010).

⁵³ International Intellectual Property Alliance (2008), page 159.

⁵⁴ Huda (2009).

⁵⁵ Voir le document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, paragraphe 32.

Malgré les progrès accomplis, le gouvernement admet que les moyens de faire respecter ces droits laissent à désirer.⁵⁶

161. Comme cela a été mentionné plus haut, le Bangladesh bénéficie d'une période de transition qui prend fin en juillet 2013. On ne voit pas bien quelles sont les modifications qu'il est nécessaire d'apporter aux textes juridiques pendant ce laps de temps pour mettre les lois en conformité avec la partie III de l'Accord sur les ADPIC concernant les moyens de faire respecter les droits. Pour ce qui est des mesures à la frontière, il semble que si certaines dispositions de la Loi douanière de 1969 permettent une protection contre les marchandises importées portant atteinte aux marques de fabrique ou de commerce et aux dessins et modèles industriels, aucune disposition n'interdit l'importation de biens enfreignant le droit d'auteur.⁵⁷

162. Le niveau général de sensibilisation du public aux questions liées à la propriété intellectuelle est plutôt faible. Le Projet de modernisation UE-OMPI, et les efforts déployés par les Ministères de l'industrie et des affaires culturelles visent cette question au moyen, entre autres choses, de séminaires nationaux et régionaux sur le système de propriété intellectuelle et de la diffusion de renseignements techniques à l'intention des scientifiques, des techniciens, des fabricants et des industriels.⁵⁸ S'efforçant toujours d'accroître la sensibilisation à la propriété intellectuelle, le Bangladesh célèbre chaque année la Journée mondiale de la propriété intellectuelle de l'OMPI, à laquelle prennent directement part des fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau.

163. Un autre facteur important est l'infrastructure nécessaire pour faire respecter les droits. Il n'existe pas de tribunaux spécialisés pour le traitement des affaires de propriété intellectuelle, même si, comme le signale l'article 41:5 de l'Accord sur les ADPIC, la mise en place de ce type de tribunal ne constitue pas une obligation au titre de l'Accord. Toute atteinte au respect des droits de propriété intellectuelle peut être portée devant les tribunaux nationaux et les détenteurs de droits, qu'ils soient ressortissants bangladais ou étrangers, peuvent porter plainte devant un tribunal national. Un recours contre la décision de la juridiction inférieure peut être déposé devant la Cour d'appel. Toutefois, l'Office du droit d'auteur dispose d'un tribunal quasi judiciaire interne. La Commission du droit d'auteur, le Responsable du registre à l'Office du droit d'auteur et tout fonctionnaire désigné de la Direction des brevets, des dessins et des marques sont également habilités à entendre les affaires concernant la contestation de l'enregistrement de droits en faveur d'un détenteur. Toute personne lésée dans ses droits par une décision définitive ou une ordonnance de l'Office du droit d'auteur peut interjeter appel auprès de la Division de la Haute Cour de la Cour suprême. Les services de la propriété intellectuelle ont peu de liens avec les autres organismes chargés de faire respecter les DPI, particulièrement les services des douanes, de la police et de la justice. La Direction des brevets, des dessins et des marques et l'Office du droit d'auteur se limitent à consigner les plaintes déposées par les parties lésées. Le Centre d'arbitrage international du Bangladesh a été créé avec la participation de la Chambre de commerce et d'industrie de Dacca et de la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine, mais n'est pas encore pleinement opérationnel. Une formation formelle et intensive est nécessaire pour renforcer efficacement les capacités administratives et judiciaires.⁵⁹

164. Les peines prévues en cas de violation des brevets et des dessins et modèles industriels enregistrés vont de 5 000 à 10 000 taka. Aux termes de l'article 73 de la Loi de 2009 sur les marques, la peine maximale en cas de violation d'une marque de fabrique ou de commerce est de deux ans de prison et/ou d'une amende de 200 000 taka. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement peut être

⁵⁶ Voir le document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, paragraphes 18 et 19.

⁵⁷ Voir le document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, page 12.

⁵⁸ Renseignements en ligne du Ministère de l'industrie. Adresse consultée: www.moind.gov.bd/.

⁵⁹ Document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, paragraphes 19 à 24.

portée à trois ans et l'amende à un maximum de 300 000 taka. L'amende n'est pas fixée par le Ministre ou le Ministère, mais par le tribunal à l'issue de la procédure judiciaire. Pour les atteintes au droit d'auteur, la peine d'emprisonnement est de six mois à quatre ans, assortie d'une amende de 50 000 à 200 000 taka. Pour les films cinématographiques, la peine encourue en cas de violation est supérieure, à savoir un emprisonnement de un à cinq ans et une amende de 100 000 à 500 000 taka. En vertu de l'article 15 de la Loi de 1969 sur les douanes, une fois la plainte déposée par la victime, l'Administration des douanes, en coopération avec l'autorité chargée de garantir le respect des droits de propriété intellectuelle, est en droit d'examiner, de saisir et de détenir les marchandises de contrefaçon ou les œuvres piratées. Des modifications nécessaires à l'article 15 de la Loi douanière ont été apportées dans le cadre du budget de l'exercice 2011-2012 afin d'incorporer toutes les dispositions permettant de faire respecter les DPI.

165. Malgré ces dispositions punitives, le Bangladesh fait toujours l'objet de critiques concernant le manque d'efficacité des moyens utilisés pour faire respecter les droits. Le piratage reste élevé, notamment en ce qui concerne les livres, les logiciels, les films, les CD/DVD et les cassettes audio et vidéo. Les effets sont perçus non seulement par les titulaires de droits étrangers mais aussi par les ressortissants bangladais, et des éléments de preuve indiquent que le piratage a été la cause directe de la faillite et de la fermeture d'entreprises locales exerçant des activités liées au droit d'auteur.⁶⁰ À ce jour, aucune étude n'a été réalisée sur le taux de piratage au Bangladesh. Toutefois, selon le rapport établi par la Business Software Alliance (BSA), dont le siège se trouve à Singapour, le taux de piratage de logiciels informatiques est relativement élevé. En 2011, un groupe spécial du droit d'auteur a mené à bien huit perquisitions en présence des forces de police, de la brigade d'intervention rapide (RAB) et d'autres membres du groupe spécial pour empêcher le piratage.

166. Dans quelques cas, cependant, les mesures prises pour faire respecter les DPI permettent d'espérer que le système évolue (bien que de façon graduelle) positivement. Ainsi, la Kraft Foods, Inc., titulaire de la marque de fabrique de la boisson concentrée Tang® au Bangladesh depuis 1987, a formé une demande d'injonction contre une entreprise locale qui tentait de commercialiser la marque "Ibnsina Orange Tang", et réussi à faire saisir les marchandises en infraction et à faire cesser la violation de ses droits. À la suite de ce problème, l'Office d'enregistrement des marques a refusé toute demande visant à porter atteinte à la marque Kraft.⁶¹

167. Le Bangladesh, dans la liste de besoins prioritaires en matière de coopération technique et financière qu'il a présentée au Conseil des ADPIC en mars 2010, a proposé des projets concrets d'une valeur de 71,04 millions de dollars EU pour une mise en œuvre complète et efficace de l'Accord sur les ADPIC. Ces projets comprennent un examen des lois et des règlements existants, une formation spécialisée à l'intention des fonctionnaires, l'automatisation des bureaux des services de la propriété intellectuelle, la création d'un institut ou d'un centre de connaissances pour la propriété intellectuelle dans le secteur privé, le renforcement des capacités des institutions de recherche-développement du secteur public, et l'intégration de tous les services de la propriété intellectuelle au sein d'un seul Office national de la propriété intellectuelle.⁶² Le Bangladesh s'emploie activement à promouvoir la coordination du suivi de ce processus d'évaluation de ses besoins; à cet effet, il a accueilli un symposium régional en 2010 et contribué à une série d'ateliers de coordination qui se sont tenus à Genève.

⁶⁰ International Intellectual Property Alliance (2008), page 159.

⁶¹ *Financial Express*, "Intellectual Property: Status of Bangladesh", 14 avril 2011. Adresse consultée: <http://www.scribd.com/doc/56384442/Intellectual-Property-Status-of-Bangladesh> (dernière consultation le 27 janvier 2012).

⁶² Voir le document de l'OMC IP/C/W/546 du 23 mars 2010, page 6.